
**Forces terrestres et réassurance :
Quelles options pour l'Alliance ?**

Guillaume Lasconjarias

Janvier 2016

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : **978-2-36567-509-3**

© Ifri – 2016 – Tous droits réservés

Toute demande d'information, de reproduction ou de diffusion peut être adressée à publications@ifri.org

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

« Focus stratégique »

Les questions de sécurité exigent désormais une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection « **Focus stratégique** », d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, « **Focus stratégique** » fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

L'auteur

Guillaume Lasconjarias est normalien, agrégé d'histoire et docteur en histoire de l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne et officier de réserve dans l'armée de terre. Il a été chargé d'études au Centre de la Doctrine d'Emploi des Forces (CDEF) puis à l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM), avant de rejoindre la division recherche du Collège de Défense de l'OTAN à Rome où il est chargé de la chaire Transformation. Il est l'auteur de plusieurs articles sur l'OTAN et son évolution. Son dernier ouvrage en co-direction traite de la guerre hybride : *NATO's Response to Hybrid Threats* (Rome, NDC Forum Paper, 2015).

Le comité de rédaction

Rédacteur en chef : Elie Tenenbaum

Assistante d'édition : Aleksandra Szylkiewicz

Comment citer cet article

Guillaume Lasconjarias, « Forces terrestres et réassurance : quelles options pour l'Alliance ? », *Focus stratégique*, n° 65, janvier 2016.

Sommaire

Résumé	5
Introduction	7
La « réassurance » ou l'éternel retour des concepts	11
La réassurance avant la réassurance	15
Une redécouverte par nécessité	21
Un arsenal de mesures trop limité ?	25
Les options pour une réassurance durable	31
Conclusion	39
Références	41

Résumé

Concept né durant la guerre froide, la « réassurance » a connu un nouvel essor à la suite de la crise ukrainienne de 2014, lorsqu'il s'est agi pour l'Alliance atlantique de désigner certaines de ses mesures destinées à réaffirmer le principe de défense collective auprès de ses États membres. Une telle politique a conduit à accroître le rôle confié aux forces terrestres, nonobstant de sérieuses difficultés sur les plans politique, économique, et opérationnel. L'OTAN s'est employée à redynamiser son concept de réaction rapide au travers de la VJTF, mais les interrogations demeurent quant à la panoplie d'actions à entreprendre pour que la réassurance s'inscrive dans la durée. Le principal problème tient à l'équilibre délicat à préserver entre une posture de fermeté appuyée sur des capacités de réaction rapide, et un risque d'escalade susceptible d'aggraver les tensions. Pour les forces terrestres, cela se traduit par un retour vers des savoir-faire et des pratiques que deux décennies de guerre expéditionnaire ont laissés de côté.

* * *

Born into the Cold War, the very notion of 'reassurance' was revived in the wake of the 2014 Ukraine crisis as NATO had to label the measures destined to reassert the lasting relevance of collective defense towards its member states. This has led to an increased role for land forces, despite the serious political, economic and operational difficulties involved. NATO has striven to revitalize its concept of rapid response by means of the VJTF, however, some issues remain unsolved regarding the range of actions to be undertaken in order to uphold reassurance as a lasting principle. The main problem is related to the delicate balance to be maintained between a posture of firmness – based on rapid reaction capacities – and a risk of escalation associated with potential worsening of tensions. For land forces, this translates into a return towards the know-how and practice that two decades of expeditionary warfare have kept out of the picture.

Introduction

Le 3 juin 2014, lors d'une visite à Varsovie, le Président des États-Unis Barack Obama annonce une nouvelle initiative destinée à renforcer la sécurité de ses alliés au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Dans le contexte né de la crise ukrainienne, il s'agit de rassurer les Européens et d'abord les pays de l'Est anciennement membres du défunt bloc soviétique. L'initiative de réassurance européenne (*European Reassurance Initiative* – ERI), s'appuie sur trois piliers : l'augmentation de la présence militaire américaine en Europe et une participation accrue aux exercices multinationaux, la mise en œuvre d'une assistance militaire aux pays menacés par la Russie (la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine) afin qu'ils soient en mesure de se défendre plus efficacement, et l'amélioration des capacités de réponse immédiate *via* le repositionnement d'équipements et de matériels¹.

Le lendemain, à l'occasion du 25^e anniversaire du « Jour de la Liberté » – commémorant les premières élections législatives libres et la victoire du syndicat Solidarność en juin 1989 –, Obama revient sur l'importance de l'article 5 fondant l'Alliance atlantique, en lançant devant la foule : « Nous sommes unis – maintenant et pour toujours – et votre liberté est la nôtre. La Pologne ne sera jamais seule. Mais il ne s'agit pas seulement de la Pologne. L'Estonie ne sera jamais seule. La Lettonie ne sera jamais seule. La Lituanie ne sera jamais seule. La Roumanie ne sera jamais seule. »² En quelques mots, les États-Unis rappellent les principes sur lesquels se fonde la sécurité en Europe et promettent des mesures concrètes, signant leur engagement ferme pour rassurer des alliés inquiets.

Quelques mois plus tard, lors du sommet de l'OTAN au Pays de Galles, les Alliés emboîtent le pas en se proposant de répondre à deux objectifs difficilement réconciliables : remettre au premier plan la notion de défense collective - la raison d'être de l'organisation - sans toutefois entamer d'escalade militaire ni revenir à un état d'esprit datant de la guerre

¹ Office of the Press Secretary, « Remarks by President Obama and President Komorowski of Poland in a Joint Press Conference », The White House, Varsovie, 3 juin 2014, consultable à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/06/03/remarks-president-obama-and-president-komorowski-poland-joint-press-conf>.

² Office of the Press Secretary, « Remarks by President Obama at 25th Anniversary of Freedom Day », The White House, Varsovie, 4 juin 2014, consultable à l'adresse : www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/06/04/remarks-president-obama-25th-anniversary-freedom-day-warsaw-poland.

froide. En résumé, dissuader la Russie en premier lieu, mais en gardant présente la nécessité de s'adapter à des dangers et menaces multiformes. Le plan « réactivité » (le *Readiness Action Plan* ou RAP) englobe ainsi des mesures « visant tant à répondre au besoin continu d'assurance des Alliés qu'à prévoir l'adaptation de la posture militaire stratégique de l'Alliance via une présence aérienne, terrestre et maritime continue et une activité militaire significative dans l'Est de l'Alliance, toutes deux par rotation. Elles répondront au besoin fondamental d'assurance et de dissuasion, et elles sont flexibles et modulables face à l'évolution de la situation de sécurité³. Au centre de ce dispositif se trouve la Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (*Very High-Readiness Joint Task Force* ou VJTF), une composante largement terrestre dotée d'appuis aériens et maritimes, comme des capacités de commandement essentielles pour se déployer rapidement, là où le besoin s'en ferait sentir.

Entre le sommet de Newport et le futur sommet de Varsovie, début juillet 2016, le défi est donc de passer de l'annonce politique à la réalité. Le discours autour de la réassurance s'adresse en effet à de multiples audiences : politique et diplomatique d'abord, en rappelant aux Alliés que la défense collective est une réalité, quand certains critiquent une OTAN s'étant trop ouvertement concentrée sur la gestion de crise dans la dernière décennie. Mais la réassurance s'adresse également aux opinions publiques dont l'influence déterminante pourrait menacer la solidarité de l'Alliance. Ainsi une étude menée au premier semestre 2015 par le *Pew Research Center* auprès d'échantillons représentatifs de neuf pays de l'OTAN parvient à un résultat étonnant : si une majorité des personnes sondées accusent la Russie d'être en partie responsable de la crise en Ukraine et s'inquiètent des menaces qu'elle peut faire peser sur ses voisins, elles ne souscrivent pas pour autant à l'idée d'honorer les engagements liant leur propre pays à l'OTAN en vertu de l'article 5⁴. Enfin, en démontrant la résolution de l'Alliance à s'engager, y compris militairement, pour défendre ses membres, la politique de réassurance contribue à dissuader les adversaires potentiels. L'enjeu central est donc bien de mettre en œuvre l'arsenal de mesures décidées à Newport et d'adapter l'Alliance aux menaces identifiées – certaines connues depuis longtemps comme le cyber ou la dépendance énergétique, et d'autres baptisées du nom de menaces « hybrides »⁵.

³ OTAN, « Déclaration du sommet du Pays de Galles », paragraphes 6 et 7, 5 septembre 2014, consultable à l'adresse : http://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_112964.htm. Pour un résumé et une mise en perspective du « Readiness Action Plan », voir Julian Lindley-French, *The North-Atlantic Treaty Organization. The Enduring Alliance*, Abdingdon, Routledge, 2015, p. 143-144.

⁴ Katie Simmons, Bruce Stokes, et Jacob Poushter, « NATO Publics Blame Russia for Ukrainian Crisis, but Reluctant to Provide Military Aid », *Pew Research Center*, 10 juin 2015, consultable à l'adresse : <http://www.pewglobal.org/2015/06/10/nato-publics-blame-russia-for-ukrainian-crisis-but-reluctant-to-provide-military-aid>.

⁵ Sur la notion de guerre hybride, terme générique employé par l'OTAN mais dont l'usage pose problème, voir Jeffrey Larsen et Guillaume Lasconjarias (dir.), *NATO's Response to Hybrid Warfare*, Rome, NATO Defense College, 2015.

Pour les forces armées européennes et nord-américaines en général, et leurs forces terrestres en particulier, le recentrage sur la défense collective intervient dans un contexte de paradoxe stratégique : vingt années d'opérations coalisées depuis les Balkans jusqu'à l'Afghanistan et la Libye ont démontré l'importance d'une présence au sol dans la durée pour obtenir des effets réels sinon décisifs. Pourtant, dans le même temps, les effectifs ont été fortement réduits, posant la question de leur efficacité une fois un certain seuil atteint⁶. Les armées de terre étant traditionnellement les plus nombreuses, elles ont supporté le gros des efforts exigés. En outre, la forte dimension expéditionnaire prise par l'OTAN a accéléré – notamment chez les nations anciennement membres du Pacte de Varsovie – des efforts de réorganisation profonde de leurs outils militaires et, dans certains cas, la mise au second plan de la notion de défense territoriale⁷. La crise ukrainienne semble, au moins à première vue, avoir ralenti, à défaut d'arrêter, cette érosion continue des moyens financiers et humains ; l'engagement pris par les puissances alliées de consacrer 2% de leur PIB à la défense (dont 20% pour le renouvellement de leurs matériels) enclenche une possible remontée en puissance dont on sait déjà qu'elle sera compliquée et chère⁸.

En observant ce mouvement de balancier qui conduit à revenir aux sources de la dissuasion dans ses dimensions conventionnelle et nucléaire – le comité des plans nucléaires de l'OTAN ayant repris de l'activité –, les forces terrestres apparaissent essentielles au maintien de la crédibilité de l'Alliance. Encore s'agit-il de songer à une stratégie globale pour les forces terrestres ; alors que l'Alliance s'est par exemple dotée d'une stratégie maritime, il n'existe pas de semblable document pour la composante terrestre. Par ailleurs, la problématique de rigueur budgétaire fait peser un défi particulier sur les forces terrestres dont les effectifs sont les premiers à décroître, posant ainsi la question de la perte des expériences acquises au prix fort lors des engagements en Afghanistan et ailleurs. Or, les enjeux sont importants : au cours des dernières années, le durcissement des opérations sur les flancs Sud (Afrique du Nord), Sud-Est (Moyen-Orient) ou Est (Russie) de l'Alliance ainsi que les limites éprouvées des « opérations à

⁶ Christian Mölling identifie ce risque comme celui des « armées-bonsai », ou échantillonnaire dans son article « Europe without defense », *Stiftung Wissenschaft und Politik*, novembre 2011, consultable à l'adresse : <http://www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Publications/Detail?id=135191&lng=en>. Dans le cas français, voir le rapport de la Commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat : « Forces armées : peut-on encore réduire un format 'juste insuffisant' ? », *Rapport d'information* n°680, 18 juillet 2012, consultable à l'adresse : http://www.senat.fr/rap/r11-680/r11-680_mono.html#fnref10.

⁷ Pour une vision d'ensemble des problématiques affectant les forces terrestres de l'OTAN, Guillaume Lasconjarias, « NATO's Land Forces : Losing Ground », dans Gary Schmitt (dir.), *A Hard Look at Hard Power. Assessing the Defense Capabilities of Key U.S. Allies and Security Partners*, Carlisle, US Army War College, 2015, p. 231-256.

⁸ Guillaume Garnier, « Les chausse-trapes de la remontée en puissance. Défis et écueils du redressement militaire », *Focus stratégique*, n°52, mai 2014, consultable à l'adresse : <http://www.ifri.org/fr/publications/enotes/focus-strategique/chausse-trapes-de-remontee-puissance-defis-ecueils>.

distance de sécurité »⁹ viennent justement souligner l'importance des capacités terrestres dans la stratégie globale de l'OTAN. De par leur persistance et leur poids logistiques, les forces terrestres jouent le rôle d'ultime rempart à la sécurisation d'un espace : ce sont à elles qu'on pense quand on souhaite marquer physiquement la décision de s'engager. Le fantassin, le tankiste, l'artilleur ou le sapeur ont une empreinte sur leur environnement et s'inscrivent dans le paysage.

Afin d'appréhender le rôle de ces forces terrestres dans le chapitre plus large des politiques de réassurance et d'adaptation, il convient de débiter par un premier rappel conceptuel sur ces termes et ce qu'ils signifient avant de procéder à une analyse des pratiques passées, en explorant notamment les similitudes et analogies avec la période de la guerre froide. Cela permettra de mettre en perspective les choix faits récemment et leur application concrète. Par ailleurs, la pertinence de ces choix doit aussi être confrontée à l'aune des nouvelles formes de guerre ou de conflictualité ; l'emploi par les Russes de méthodes « hybrides » pose la question de l'efficacité des armées conventionnelles et la façon dont les forces terrestres peuvent s'y adapter. Les mesures d'adaptation sont-elles suffisantes ? Quels sont les horizons vers lesquels les armées de terre doivent s'engager pour atteindre l'effet stratégique qu'on espère d'elles ?

⁹ Ron Tira, *The Limitations of Standoff Firepower-Based Operations: On standoff Warfare, Maneuver, and decision*, Memorandum n°89, Institute for National Security Studies, mars 2007.

La « réassurance » ou l'éternel retour des concepts

La « réassurance » n'est pas un nouveau concept stratégique. Néanmoins, l'emploi du terme en français pose problème, sans doute par l'usage impropre d'une expression qui joue de la proximité entre deux mots : en anglais, *reinsurance* possède une connotation technique qui se traduirait par « réassurance », c'est-à-dire un contrat par lequel un assureur se tourne vers une autre structure – généralement plus robuste – capable de l'assurer en retour pour les risques dont il se charge. Le vocable *reassurance* en revanche, qui signifie restaurer la confiance et rassurer, existe en français sous sa forme ancienne de « rassurement »¹⁰. Au sein de l'OTAN, l'usage semble indifférencié même si c'est le terme d'« assurance » qui est employé dans la déclaration de Newport.

La réassurance appartient au champ lexical de la dissuasion¹¹. Si cette dernière consiste à prévenir un acte en persuadant l'acteur concerné que les coûts d'une telle action excèdent ses bénéfices, elle entretient aussi une part d'assurance implicite en portant en filigrane l'idée que si l'adversaire ne fait rien, il n'y aura donc pas d'action entreprise contre lui¹². D'autre part, la réassurance joue un rôle central dans ce que l'on appelle la « dissuasion élargie » qui cherche à prévenir une attaque contre un allié en réaffirmant sa solidarité totale avec celui-ci. Ainsi, au début des années 1980 et dans le cadre de la crise des Euromissiles, Michael Howard nommait « réassurance » la politique américaine qui devait à la fois convaincre ses alliés de sa capacité à les abriter sous son parapluie nucléaire, tout en affirmant qu'ils ne se lanceraient pas dans une escalade dangereuse¹³. Depuis la *Quadrennial Defense Review* de 2001, les États-Unis reprennent cet élément en l'étendant à tous les scénarii, et plus seulement à une attaque nucléaire ; cela participe d'une stratégie qui ne se dirige plus contre des adversaires identifiés, mais parle avant tout aux alliés des États-Unis, à qui l'on garantit une présence en cas de besoin¹⁴.

¹⁰ Les deux termes se trouvent dans Emile Littré, *Dictionnaire de la Langue Française*, Paris, Hachette, 1863.

¹¹ Jeffrey W. Knopf, « Varieties of Assurance », *Journal of Strategic Studies*, Vol. 35, n°3, 2012, p. 375-399.

¹² Thomas C. Schelling, *Arms and Influence*, New Haven, Yale University Press, 1966, p. 74.

¹³ Michael Howard, « Reassurance and Deterrence: Western Defense in the 1980s », *Foreign Affairs*, vol. 61, n°2, 1982-1983, p. 309-324.

¹⁴ US Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, 2001.

Un concept pour rassurer les pays de l'Est ?

On a vu cette approche à l'œuvre au printemps 2014 à l'occasion de la crise ukrainienne, et l'OTAN s'en est aussi saisie. Là encore, point de nouveauté, tant les questions de garantie à la fois au sein de l'Alliance (notamment le maintien du lien transatlantique) comme vers l'extérieur ont jalonné son existence et continuent de définir sa raison d'être. Déjà au milieu des années 1990, alors qu'est discutée la possible expansion de l'OTAN vers l'Est et vers les anciens membres du Pacte de Varsovie, certains lient cette question des nouveaux entrants avec le maintien de l'intérêt des États-Unis pour la sécurité de l'Europe¹⁵. Un ancien directeur de la NSA, William E. Odom, affirme alors que la présence des forces de l'OTAN aux frontières de la Pologne, de la Hongrie et de la Slovaquie a un effet stabilisateur qui rassure à la fois les pays baltes – lesquels voient les troupes otaniennes « à portée de main » – et garantit l'indépendance de l'Ukraine¹⁶. Cette forme de réassurance psychologique s'accompagne en principe d'une présence militaire crédible suivant quatre modèles de défense possible, correspondant chacun à une montée en puissance et à des missions de plus en plus étendues pour l'Alliance¹⁷.

Le premier modèle est celui de l'autodéfense, dans lequel les nations en première ligne s'appuient d'abord sur leurs moyens propres, l'Alliance n'apportant qu'un soutien annexe dans les domaines logistiques, de commandement et d'infrastructures. Plus intégré, le second modèle propose une division fonctionnelle des tâches, où l'Alliance définit le rôle de chacun en fonction des capacités propres aux nations. Cela autorise le (ou les) pays menacé(s) à se concentrer sur ses points forts, en lui offrant des capacités dont il ne dispose pas. On peut ainsi lui garantir sa couverture aérienne ou l'aider à mettre en place des pôles logistiques capables d'accueillir de futurs renforts. Vient ensuite le modèle du groupe de défense, où une ou plusieurs nations en pointe – et l'on songe alors aux États-Unis – travailleraient conjointement avec le ou les pays menacé(s) à l'élaboration de ses plans de défense, et iraient même plus loin en y déployant à intervalles réguliers et pour des périodes plus ou moins longues des unités de combat. Enfin, le dernier modèle est celui de la défense multinationale tout azimut, qui verrait le rassemblement d'une coalition de troupes venues cette fois de tous les autres pays membres, préalable au déclenchement d'une opération sous article 5.

¹⁵ David G. Haglund, « Must NATO fail? Theories, Myths and Policy Dilemmas », in Snezana Trifunovska (dir.), *The Transatlantic Alliance on the Eve of the New Millennium*, La Haye, Kluwer Law International, 1996, p. 25-42.

¹⁶ Ted Galen Carpenter, *Beyond NATO: Staying Out of Europe's Wars*, Washington DC, The Cato Institute, 1994, p. 65.

¹⁷ Sur les concepts de défense et les scénarii, voir les graphiques et tableaux dans Ronald D. Asmus, Richard L. Kugler et F. Stephen Larrabee, « NATO Enlargement: A Framework for Analysis », in Philip H. Gordon (dir.), *NATO'S Transformation: The Changing Shape of the Atlantic Alliance*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 1997, p. 104-106.

Répondre aux tensions actuelles ?

Les promoteurs de cette gradation de la réponse inspirent en partie les travaux des années 2000. La dégradation des relations entre Russie et Estonie en 2007, puis la crise géorgienne de l'été 2008, poussent en effet d'anciens décideurs politiques et spécialistes de l'OTAN à juger que le futur de l'Alliance et l'amélioration de ses capacités passent par une réflexion sur les mesures de réassurance. Ils analysent les nouvelles actions que pourrait adopter la Russie : instrumentalisation des minorités russophones, tensions autour de l'enclave de Kaliningrad, multiplication des exercices militaires aux frontières de l'Alliance... jusqu'aux conséquences que pourrait avoir un conflit entre Russie et Ukraine¹⁸ ! En réponse, ces auteurs soulignent l'importance des travaux de planification et de préparation opérationnelle pour les forces alliées, la nécessité de multiplier les exercices en commun pour favoriser une meilleure interopérabilité, l'essor des états-majors et des unités de réaction rapide, ainsi qu'un effort devant porter sur le renseignement et l'analyse des risques et menaces aux marges de l'Alliance.

L'avertissement est peu écouté. Le fait est que les priorités sont ailleurs : l'OTAN se concentre alors sur l'Afghanistan, puis la Libye. En outre, certains dirigeants au sein des pays-membres considèrent la Russie comme un partenaire économique qu'il ne faut pas froisser, et comme un acteur géopolitique nécessaire pour stabiliser certains espaces en coordination avec l'Alliance. Le réveil, à la fin de l'hiver 2014, est d'autant plus rude. Il conduit à mettre en place une partie de ces mesures déjà suggérées lors du sommet du Pays de Galles en septembre de la même année. Le communiqué des Alliés marque peut-être la fin d'un cycle – l'Alliance expéditionnaire – et annonce le retour aux principes de la défense collective, avec le rappel du rôle de l'article 5 du Traité de Washington. L'insistance sur les capacités de l'Alliance à être prête et à faire face à toute sorte de menace – conventionnelle ou non-conventionnelle – se traduit par des annonces qui tiennent à la fois du domaine de la réassurance et de la dissuasion. La plus emblématique tient pourtant dans un autre engagement des pays-membres : l'accord sur l'augmentation des dépenses militaires jusqu'à 2% du PIB des Alliés pour garantir une défense crédible. Par certains côtés, la réassurance répond aux urgences et garantit la solidité de la coalition : en revanche, sur le long terme, ce qui est nécessaire est un changement d'état d'esprit, qui passe par la poursuite des réformes garantissant l'adaptation des forces de l'Alliance aux exigences d'un environnement volatil.

¹⁸ Ronald Asmus, Stefan Czumur, Chris Donnelly, Aivis Ronis, Tomas Valasek et Klaus Wittmann, « NATO, new allies and reassurance », *CER policy brief*, Centre for European Reform, 2010, p. 3.

La réassurance avant la réassurance

Un regard vers le passé servira sans doute à comprendre la logique qui se retrouve aujourd'hui en action. Sans pour autant définir la période actuelle comme un retour en arrière vers un monde bipolaire caractérisé par deux grandes puissances s'appuyant chacune sur une alliance militaire, quelques analogies viennent à l'esprit. Si le contexte diffère fondamentalement, les réponses apportées aujourd'hui ressemblent à ce qui était le lieu commun au temps de la guerre froide : une planification exigeante, des exercices multinationaux en commun, un engagement américain permanent et un haut niveau de réactivité. Certes, cela tenait au risque de confrontation entre les deux Grands sur le théâtre Centre-Europe – et plus particulièrement en Allemagne où la « Trouée de Fulda » illustrait l'angoisse du débouché de milliers de chars soviétiques sur l'Europe.

Au cours de la guerre froide, deux phénomènes complémentaires étaient à l'œuvre à l'égard de la dynamique de réassurance. Le premier voyait, dans le cours de l'immédiat après-guerre, l'impérieuse nécessité de disposer de forces nombreuses. Le mémorandum signé par les Alliés à Lisbonne en février 1952 s'entendait ainsi sur l'objectif ferme de 50 divisions d'active, 46 de réserve (et plus de 4 000 avions de toute nature) pour défendre l'Europe de l'Ouest, y compris la Grèce et la Turquie qui venaient juste de rejoindre l'Alliance. Pour l'Europe centrale, l'enjeu était d'aligner une trentaine de divisions. Bien entendu, la réalité en décida autrement, car ni les Français, ni les Britanniques, empêchés par leurs conflits de décolonisation et les contraintes économiques, ne pouvaient supporter cet effort¹⁹. Les Américains, par ailleurs, connaissaient des coupes sombres sous l'administration Eisenhower, qui réduisaient *de facto* la possibilité de tenir ces engagements chiffrés.

Le second phénomène tenait à l'analyse fine de l'adversaire, de ses choix et de ses actions potentielles : face à l'URSS, l'OTAN et les Alliés devaient s'adapter en permanence, qu'il s'agisse des volumes de troupes à aligner, de la nature des unités ou de leur équipement. On retrouve encore, dans ce jeu complexe d'action et de réaction, l'équation nucléaire et le rapport avec les coûts engendrés par une défense conventionnelle. Ces discussions jalonnent l'histoire de l'Alliance jusqu'au milieu des années 1980 puis disparaissent avec la chute du mur de Berlin et la fin de l'URSS.

¹⁹ Stephen Flanagan, *NATO's Conventional Defences. Options for the Central Region*, Londres, MacMillan, 1988, p. 10 et 15. En 1956, les Alliés admettent ne pouvoir en aligner que 25, et encore est-ce dû à l'intégration des unités ouest-allemandes. Nous remercions Diego Ruiz-Palmer pour ces précisions.

Le cas de l'exercice Live Oak

C'est en réponse à la question allemande que les premières mesures de réassurance sont mises en place au cours de la guerre froide. De vaincue, la République fédérale allemande devient alliée et adhère à l'OTAN en 1955. Cela ravive les tensions avec l'URSS, notamment autour du statut de Berlin, régie par une administration quadripartite depuis les accords de Potsdam en août 1945. La ville est une enclave, à laquelle les puissances occupantes alliées (États-Unis, Grande-Bretagne et France) doivent pouvoir avoir accès ; or, cela implique de traverser un espace tenu par les forces soviétiques. La question est donc de garantir un accès libre en toutes circonstances à l'ancienne capitale, tout en évitant une escalade militaire. Le défi est de taille, comme l'avait déjà prouvé le blocus instauré par ordre de Staline en 1948-1949 et qui avait conduit à improviser un pont aérien pour ravitailler et secourir la ville.

L'expérience du blocus de 1948 avait révélé les difficultés à réagir en urgence, les délais de mise en place des renforts comme le casse-tête de l'élongation logistique. Voilà pourquoi, en avril 1959, le général Lauris Norstad, qui cumule à la fois les responsabilités de commandant en chef des forces américaines en Europe (USCINCEUR) et de commandant en chef des forces alliées en Europe (SACEUR), rassemble un groupe de planification secret trilatéral (États-Unis, France et Grande-Bretagne) pour réfléchir à ce problème. Baptisé *Live Oak*, ce projet rassemble les nations qui possèdent un intérêt à tenir ouvert un cordon entre la République fédérale allemande et Berlin : il s'agit de protéger l'accès vers l'ancienne capitale, pas de défendre la ville en elle-même, responsabilité confiée à un autre état-major trilatéral (« *Allied Staff, Berlin* » (ASB) or « *État-Major Allié de Berlin* » (EMAB). Norstad n'utilise pas sa compétence otanienne mais, comme pour la défense de la ville, propose un échelon intermédiaire chargé de réfléchir aux mesures militaires à prendre pour maintenir ouverts en permanence les corridors routiers, ferroviaires et aériens entre la République fédérale d'Allemagne et Berlin-Ouest.

Live Oak est donc une réponse partielle à un risque et à un type de crise identifiés ; la réponse militaire n'a d'autres buts que de montrer les « risques énormes qu'impliquerait la poursuite de l'interdiction d'accès à Berlin-Ouest, tout en laissant au gouvernement soviétique le plus d'occasions possibles de marquer un temps d'arrêt et se rendre compte s'il est souhaitable de persévérer dans cette ligne d'action dangereuse »²⁰. Le principe adopté est celui d'une riposte graduée (*flexible response*) jusqu'à physiquement tester le niveau de détermination des forces soviétiques, menant à la fois des coups de sonde en territoire ennemi et préparant des « forces terrestres et aériennes tactiques limitées [...] pour montrer la détermination des trois gouvernements de [sic] recourir à l'emploi de la force »²¹. Les nations sont cependant conscientes du risque de

²⁰ OTAN, « Note du Secrétaire général aux représentants permanents à propos du Plan de l'OTAN pour la crise de Berlin », p. 6, alinéa b., PO(61)765, 27 septembre 1961, consultable à l'adresse :

http://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_archives/20110513_19610927-DP-PO_61_765-NATO_Planning_for_Berlin_Emergency-BIL.pdf

²¹ *Ibid.*, p. 4. Pour les forces terrestres, on parle alors d'un bataillon mixte tripartite avec une force d'appui pouvant atteindre la valeur d'une division.

« spiralisation [sic] » : bien qu'il demeure tri-national, le plan *Live Oak* s'aligne sur l'ensemble des mesures défensives de l'OTAN et, pour éviter des répercussions non désirées, on juge essentielle « une coordination totale [...] entre la planification *Live Oak* et la planification OTAN »²².

Pour les forces terrestres, et nonobstant la seule question berlinoise, cela signifie : d'abord, le relèvement des niveaux d'effectifs et de matériel des unités combattantes existantes ; ensuite, l'addition d'unités combattantes nécessaires dont ne bénéficiait pas encore le commandement allié en Europe, l'addition d'unités de soutien au combat et logistiques et le relèvement des approvisionnements au niveau minimum et en dernier lieu, l'amélioration de la situation des réserves et des renforts tant de combat que logistiques²³.

La crise de Berlin ouvre aussi une période de réflexion sur la façon dont l'OTAN et ses forces sont capables de répondre au Pacte de Varsovie. L'administration Kennedy constate en effet plusieurs dérives dans la posture de défense de l'Alliance²⁴ : la première tient au fossé se creusant entre des forces alliées essentiellement positionnées sur le Rhin et le long du Main avec une posture défensive (et qui peut, sous certaines conditions, intervenir pour garantir la liberté d'accès à Berlin) et un commandement qui se trouve alors très en arrière (à Fontainebleau, puisque la France n'a pas encore quitté le commandement intégré). Le second problème tient dans le décalage entre les plans de contingence disponibles, qui prévoient encore une montée rapide aux extrêmes (doctrine dite des rebrésailles massives), et la palette des actions que le Pacte de Varsovie pourrait réaliser : dès son concept stratégique de 1957, l'OTAN reconnaît que les opérations militaires soviétiques pourraient se contenter d'objectifs limités, suffisants pour briser le consensus et l'Alliance. Enfin, l'emploi des armes nucléaires comme palliatif à des forces conventionnelles trop peu nombreuses fait pencher la balance vers l'escalade militaire plutôt que vers l'équilibre²⁵.

La période REFORGER

La seconde moitié des années 1960 répond à ces interrogations avec l'adoption du concept américain de riposte graduée adopté aux États-Unis dès 1961 et entré dans le concept stratégique de l'OTAN en 1967. Cela dissimule à peine l'inquiétude de l'Alliance quant à la diminution des effectifs : le retrait de la France du commandement intégré élimine quatre divisions de l'ordre de bataille (et pas moins de sept escadres de chasse – une perte colossale en termes de moyens aériens), tandis que l'armée britannique du Rhin réduit sa présence d'une brigade d'infanterie. Dans le même temps, les États-Unis – pris dans l'engrenage du Viêt Nam et d'une armée de terre combattant au maximum de ses possibilités – redéployent

²² *Ibidem.*, p. 7, paragraphes 9 et 10.

²³ OTAN, « Plan d'action pour la zone européenne de l'OTAN », SHAPE 167/61, 17 août 1961.

²⁴ Diego Ruiz-Palmer, « The NATO-Warsaw Pact competition in the 1970s and 1980s: a revolution in military affairs in the making or the end of a strategic age ? », *Cold War History*, Vol. 14, n°4, 2004, p. 533-573.

²⁵ *Ibid.*, p. 542-543.

leurs forces : en 1968, l'*US Army* en Europe (USAREUR) perd plus de 28 000 hommes, soit une division entière (deux brigades mécanisées et un régiment de cavalerie)²⁶. Il semble difficile de choisir plus mal son moment, alors que les troupes soviétiques pénètrent en Tchécoslovaquie et écrasent le Printemps de Prague...

Afin de rassurer ses alliés européens, le Secrétaire à la Défense Robert McNamara réfléchit ainsi à augmenter l'efficacité des troupes américaines en Europe. Il développe le concept de double implantation : des personnels cantonnés aux États-Unis en temps de paix, et un matériel stocké en Allemagne de l'Ouest. En cas de crise, les troupes seraient aérotransportées vers l'Europe et prendraient possession de leurs véhicules et armes lourdes à leur arrivée²⁷. Fondé sur une meilleure mobilité stratégique inter-théâtre, et sur l'entrée en service d'une nouvelle génération d'appareils de transport stratégique, il propose de réduire la présence permanente de troupes au profit de renforts immédiats. En octobre 1963, l'exercice *Big Lift* (Transport Géant) fait traverser l'Atlantique à la 2^e division d'infanterie US tout entière, de Fort Hood (Texas) à leurs avant-postes en Allemagne. Plus de 15 000 hommes et 500 tonnes d'équipement impliquant 200 vols transatlantiques franchissent l'Océan en 63h (au lieu de 72 prévues), illustrant les capacités spectaculaires des États-Unis pour renforcer rapidement les forces otaniennes²⁸. Une fois sur place, les unités se dirigent vers les dépôts où ils collectent véhicules lourds et armements collectifs, puis participent à une longue semaine d'exercice en terrain libre. Considéré comme un succès, *Big Lift* démontre la possibilité de déployer en urgence une force conséquente dans un délai bref et virtuellement n'importe où.

Pourtant, certains observateurs dénoncent un écran de fumée : le général Paul Freeman Jr., commandant l'armée américaine en Europe, qualifie *Big Lift* de « *Big Hoax* » (Grande Supercherie) en révélant que l'expédition vers l'Europe de deux divisions nécessite en amont le déploiement de 90 000 personnels spécialisés dans le soutien logistique, soit plus de deux fois le volume du renfort ! Et cela ne dit rien de la rapidité avec laquelle les forces soviétiques auraient pu enfoncer le rideau défensif des Alliés ; à la même période, les plans adverses prévoient – avec peut-être un peu d'enthousiasme – que les premiers corps du Pacte de Varsovie peuvent être sur le Rhin en sept jours, et prendre Lyon 48h plus tard²⁹.

²⁶ Sur les discussions visant à revoir les engagements militaires américains à l'aune planétaire, voir John Prados, *La guerre du Viêt Nam, 1945-1975*, Paris, Perrin, 2011, p. 263 et suivantes.

²⁷ Diego Ruiz-Palmer, « 'Big Lift' : Premier grand point transatlantique de la guerre froide », *Air Fan*, n°419, octobre 2013, p. 41.

²⁸ *Ibid.*, p. 43, et Lawrence S. Kaplan, *NATO Divided, NATO United. The Evolution of an Alliance*, Westport, Praeger, 2004, p. 48.

²⁹ Pour saisir la dimension d'une guerre en Europe et les options possibles pour les États-Unis, voir William Burr (dir.), « U.S. Planning for War in Europe, 1963-64 », *National Security Archive Electronic Briefing Book*, n° 31, 24 mai 2000, consultable à l'adresse : <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB31/>.

Dans tous les cas, les scénarios mentionnaient une escalade nucléaire. Sur les plans soviétiques, voir aussi Petr Luňák, Vojtech Mastny, et William E. Odom, in Petr Luňák et Vojtech Mastny (dir.), *Parallel History Project on NATO and the*

En fait, *Big Lift* masque le retrait programmé d'unités d'Europe et leur redéploiement, soit aux États-Unis, soit ailleurs. Les Alliés ne l'entendent pas forcément de cette oreille. Le président du comité militaire de l'OTAN, le général ouest-allemand Adolf Heusinger, juge que les capacités de transport ne peuvent se substituer à la présence de soldats à portée du front. D'autres mettent en avant l'impact psychologique provoqué par la réduction du nombre de troupes, et la diminution du soutien à l'Allemagne. Leurs craintes se trouvent partiellement confirmées ; le flot de spécialistes et de militaires professionnels vers le Viêt Nam ne diminue pas, et les capacités s'en trouvent considérablement affectées. Fin 1967, les États-Unis reconnaissent ne plus pouvoir tenir leurs engagements : au lieu des trois divisions prévues pour renforcer l'OTAN en cas de mobilisation à 30 jours, une seule division est disponible, ainsi qu'un tiers de la composante aéroportée désirée³⁰. Cela explique l'atonie de la réaction militaire occidentale à l'acmé de la crise tchèque au printemps 1968 : malgré la présence de cinq divisions soviétiques qui couvrent la frontière, les Alliés ne réagissent pas par un accroissement du volume de force car ils n'en ont pas les moyens immédiats.

La double question des effectifs et de la remontée en puissance occupe alors les esprits : une première solution tient au rôle accru des acteurs locaux, avec notamment l'importance retrouvée de l'armée allemande (la *Bundeswehr*) et de ses douze divisions régulières. Reste à soutenir les troupes américaines projetées en Allemagne ; à partir de 1962, l'*US Army* débute la constitution de dépôts d'équipement pour deux divisions lourdes (elles seront six à la fin des années 1980) et dix unités de soutien. Baptisé POMCUS (*Prepositioning Of Material Configured in Unit Set*), ces stocks visent à réduire les délais de mise en place d'unités combattantes, en leur garantissant la plupart des équipements lourds – à l'exception des plus gros ou des plus spécialisés – et un soutien complet à proximité du futur champ de bataille, évitant ainsi l'engorgement des moyens de transport³¹. En théorie, les moyens mobilisés permettent de projeter dix divisions en dix jours, et donc, de stopper une invasion soviétique... à condition que le rythme de la manœuvre ennemie soit sévèrement ralenti et que les divisions américaines et alliées ne soient pas consommées au fur et à mesure de leur arrivée³².

Pour tester la validité du concept, l'administration Johnson se penche sur le principe d'un exercice annuel, baptisé REFORGER. On assigne à cet exercice la composante terrestre présente en Europe (USAREUR avec ses deux corps subordonnés, le V et le VII) et le III Corps US (stationné à Fort Hood, Texas). Pour rassurer leurs alliés et prouver leurs capacités, les États-Unis vont tenir le cap de cet exercice pendant plus de vingt ans, de 1969 à 1993, aérotransportant des troupes vers l'Europe où elles participent à des exercices et s'entraînent à travailler avec

Warsaw Pact. Taking Lyon on the Ninth Day? The 1964 Warsaw Pact Plan for a Nuclear War in Europe and Related Documents, Washington DC/Zurich, ETHZ – PHP Publications Series, 2000.

³⁰ Lawrence S. Kaplan, *NATO Divided, NATO United*, op. cit., p. 50.

³¹ David C. Isby et Charles Kamps Jr., « Armies of NATO's Central Front, New York », *Jane's*, 1985, p. 455-456.

³² Ron Jensen, « Wall Bangers », *National Guard*, Vol. 63, n°11, novembre 2009, p. 34-36. Dans la réalité, le chiffre de six divisions semblait plus raisonnable.

les forces alliées, tandis que la coordination avec les nations-hôtes apparaît comme cruciale³³. L'exercice teste en grandeur nature, la complexité qu'il y a à accueillir, héberger, ravitailler, transporter, et soutenir des unités entre leur lieu d'arrivée et le dépôt dont elles dépendent. Enfin, sur un plan psychologique, REFORGER est selon les mots du général Davison – commandant USAREUR entre 1971 et 1975 – un moyen pour l'armée de terre de ne pas perdre son expertise et de rester crédible aux yeux d'adversaires potentiels³⁴.

Mais REFORGER remplit aussi des objectifs politiques : il ne s'agit pas seulement d'harmoniser les capacités et la stratégie, mais de maintenir l'unité, la cohésion et l'interopérabilité au sein de l'Alliance. À la différence des exercices nationaux, quels que soient leur volume et leur complexité, REFORGER travaille pour la cohésion de l'OTAN et sert de garantie transatlantique, autant par le nombre d'hommes engagés que par sa fréquence : l'exercice offre aux décideurs politiques et aux planificateurs une vision réaliste du temps et de la vitesse nécessaires. Derrière les chiffres, on souhaite aussi que REFORGER oblitère les chances de réussite d'une incursion soviétique, limitant les effets de la supériorité numérique adverse et raffermissant le moral des Alliés. REFORGER 1987 rassemble 115 000 militaires de six nations (dont 35 000 Américains), plus de 20 000 véhicules blindés, 700 chars et 250 pièces d'artillerie. REFORGER 1988 aligne 125 000 hommes, 7 000 véhicules blindés légers chenillés et 1 000 chars, soit le maximum de troupes jamais déployées en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

³³ Robert D. Blackwill et Jeffrey W. Legro, « Constraining Ground Force Exercises of NATO and the Warsaw Pact », *International Security*, vol. 14, n°3, hiver 1989-1990, p. 68-98.

³⁴ David Minthorn, « Reforger '74 Maneuver Not Satisfying Strategist », *New Orleans Times-Picayune*, 31 octobre 1974, cité par Master Sergeant Dick Larsen, « REFORGER: More Than an Airlift », *Air University Review*, septembre-octobre 1975, consultable à l'adresse : <http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/aurview/1975/sep-oct/larsen.html>.

Une redécouverte par nécessité

De facto, la fin de la guerre froide, la disparition de l'Union soviétique et l'émergence de nouvelles crises précipitent la perte d'intérêt pour des pratiques de réassurance, peu compatibles avec une Russie devenue partenaire. L'exercice REFORGER 1990 n'aligne plus que 55 000 hommes et aucun char, et le dernier exercice de cette série, en 1993, est essentiellement un entraînement assisté par ordinateur. Par ailleurs, la réduction constante des budgets de défense, les coupes à la hache dans les effectifs – et en premier lieu dans les armées de terre –, comme la réorganisation des outils militaires vers une composante plus expéditionnaire expliquent les difficultés de l'heure et la recherche de solutions à tout crin. D'un autre côté, dans ce même laps de temps, l'armée russe s'est transformée : la prise illégale de la Crimée et le conflit dans l'Est de l'Ukraine ont montré ses nouvelles capacités opérationnelles comme la faculté d'employer un large spectre de moyens et de méthodes pour atteindre les objectifs définis. Devant cette stratégie souvent qualifiée d'hybride ou de non-linéaire, l'OTAN et les forces alliées doivent revoir leur panoplie d'outils, les adapter et les mettre en œuvre.

La question de la « guerre hybride »

L'emploi du concept de « guerre hybride » – outre qu'il ne fait pas consensus – traduit surtout les difficultés à comprendre et donc à s'adapter à une forme de conflit qui sans être nouvelle, bouscule pourtant les certitudes des armées occidentales. On admet communément que la guerre hybride agrège un ensemble de pratiques qui mêle moyens militaires et non-militaires, acteurs étatiques et non-étatiques, à la fois à l'échelon stratégique et jusqu'au niveau tactique, sans se limiter à un espace physique particulier mais en employant tous les moyens de déception, d'intoxication et de propagande, pour atteindre ses objectifs, jusqu'y compris dans le cyberspace et la *psyché* adverse³⁵.

On prête au chef d'état-major des armées russes, Valery Gerasimov, le développement de ce nouvel arsenal conceptuel. Insistant sur le flou existant entre guerre et paix et sur la nouvelle nature des conflits, Gerasimov admet que « le rôle des moyens non-militaires dans la réalisation d'objectifs politiques et stratégiques a crû et dépasse la force armée en efficacité »³⁶. Désormais, ce sont les mesures politiques,

³⁵ Voir Guillaume Lasconjarias et Jeff Larsen (dir.), « NATO's Response to Hybrid Threats », Rome, *Forum Paper*, n°24, décembre 2015. Voir aussi Elie Tenenbaum, « Le piège de la guerre hybride », *Focus stratégique*, n°63, 2015, p. 23 et suiv.

³⁶ Mark Galeotti, « The 'Gerasimov Doctrine' and Russian Non-Linear War », *In Moscow's Shadows*, 6 juillet 2014, consultable à : <http://inmoscowsshadows.wordpress.com/2014/07/06/the-gerasimov-doctrine-and-russian-non-linear-war/>.

économiques, internationales, humanitaires et autres – en lien avec le potentiel de protestation de certaines franges d'une population ciblée – qui ont la priorité. Dans ce cadre, les forces armées – et d'abord les forces spéciales – apportent leur expertise, leur soutien et parfois, leurs équipements, à des groupes de civils armés, tandis que les forces conventionnelles peuvent, par exemple, se tenir prêtes aux abords d'une frontière internationale et s'exercer de façon très réaliste.

Cela s'inscrit dans un renouvellement récent de la pensée comme des capacités militaires russes. Les réformes entamées en 2008 portent sur deux aspects : permettre à la Russie d'intervenir dans son étranger proche, et se doter pour cela de forces plus modernes, plus mobiles et plus projetables. La réorganisation des forces armées en général, et terrestres en particulier, tourne autour de trois mots-clés : modernisation, réactivité et effectifs. Si les spécialistes débattent de l'état réel de ces forces³⁷, on doit cependant admettre que la prise de la Crimée puis la déstabilisation de la partie orientale de l'Ukraine (le Donbass) ont démontré les nouvelles capacités russes. On a ainsi observé deux phases d'engagement : la première voit l'action de forces spéciales qui préparent le terrain, combinant l'ambiguïté (s'agit-il de soldats ? d'unités paramilitaires ? on ne voit que des combattants masqués portant des treillis russes sans aucun signe distinctif), la surprise, la désinformation et la mise en œuvre d'actions de guerre électronique. Cette première phase est suivie d'une occupation en bonne et due forme, autour de troupes parachutistes et d'infanterie navale, puis d'unités mécanisées. Pour la Crimée, la situation particulière de Sébastopol, base russe, permettait de déployer des hommes et de mettre en œuvre des tactiques difficilement répliquables ailleurs. Aux frontières orientales du pays, dans le même temps, de grandes unités régulières s'entraînaient dans le cadre d'exercices surprise à grande échelle, laissant peser un suspens sur la possibilité de passer de l'exercice fictif à la véritable opération de guerre pour forcer la décision.

En fait, l'atout principal de ces actions repose dans l'art de combiner et de coordonner l'ensemble des moyens militaires et non-militaires, de le faire rapidement, et de maintenir une clause de déni possible afin que l'adversaire soit pris de stupeur, peine à réagir, et finalement accepte d'être mis devant le fait accompli. Par ailleurs, cette approche hybride présente l'avantage de rester sous le seuil permettant une réponse organisée. En effet, comment répondre à des actes menés par des « volontaires » armés ayant officiellement quitté l'armée régulière russe pour combattre aux côtés des insurgés et les conseiller ? Comment appliquer des représailles aux cyber-attaques de « hackers patriotes » ? Comment combattre l'embargo imposé aux importations alimentaires ukrainiennes qui ne seraient motivées que par des raisons d'hygiène³⁸ ?

³⁷ Voir par exemple Igor Sutyagin, « Russia's Overestimated Military Might », *RUSI Newsbrief*, vol. 34, n°2, mars 2014.

³⁸ Par exemple, « Russia bans imports of farm produce, raw foods from Ukraine », TASS, 2 janvier 2015, consultable à l'adresse : <http://tass.ru/en/economy/848186>.

Le retour de la réassurance : l'OTAN face à la crise ukrainienne

Le Sommet de l'OTAN, en septembre 2014, présente à la fois des mesures de réaction et d'adaptation pour faire face aux dangers d'une Russie vue comme agressive et piétinant le droit international. Pourtant, il reste difficile de faire l'exacte part entre les deux, à moins de considérer les mesures réactives comme un acte politique, et les phases d'adaptation comme une réflexion sur le long terme quant aux capacités de l'Alliance à se transformer et à maintenir sa crédibilité. Les deux se complètent et se superposent. Dans l'ordre du discours, ces mesures présentent l'OTAN comme toujours capable de répondre aux menaces – récurrentes ou résurgentes – et à toute sorte d'agression. En rappelant que l'organisation ajuste en permanence sa doctrine (au travers du concept stratégique dont le dernier date de 2010), on s'adresse à la fois aux Alliés eux-mêmes comme aux adversaires potentiels, en ajustant les moyens militaires pour qu'ils répondent à la fois aux menaces et aux missions. Aussi, l'intérêt renouvelé pour l'article 5 du Traité de Washington et la notion de défense collective est antérieur à la crise ukrainienne : celle-ci a servi de révélateur ou d'accélérateur, mais a traduit les interrogations quant à la posture stratégique et aux orientations de l'Alliance.

Sur un plan politique comme militaire, les mesures d'assurance sont d'abord une réaction à un événement inattendu : le Conseil de l'Atlantique Nord décide, le 16 avril 2014, de déployer « davantage d'appareils dans les airs et davantage de navires sur les mers », et annonce un accroissement des activités d'entraînement et d'exercices, ainsi qu'un renforcement des plans de défense. Comme l'affirme alors le Secrétaire général, ces décisions « relèvent de la défense, de la dissuasion et de la désescalade (...). Le message envoyé par ces décisions est clair : l'OTAN protégera tous les Alliés et prendra des mesures de défense contre toute menace qui compromettrait notre sécurité fondamentale »³⁹. Les Alliés procèdent alors à des renforcements temporaires généralement sur une base nationale : les Canadiens lancent par exemple l'opération *Reassurance* « en fournissant des capacités dans le domaine de l'instruction, les exercices, les démonstrations et les tâches attribués par l'OTAN », même si le premier contingent déployé est modeste – un peloton en mai 2014 et quelques dizaines de participants à un exercice multinational en décembre de la même année⁴⁰. Le rythme des exercices et les effectifs y participant croissent aussi : entre septembre et décembre 2014, plus de 40 exercices multinationaux se déroulent, avec un nombre de soldats en hausse. Là encore, la plupart de ces exercices sont prévus de longue date, mais ils font l'objet d'un regain d'attention : *Steadfast Javelin II*, en septembre 2014, en plein sommet de l'OTAN, insiste sur les capacités aéroportées et l'interopérabilité entre Alliés, comme aussi l'exercice traditionnel franco-allemand *Colibri* qui se déroule quelques jours plus tard.

³⁹ Anders Fogh Rasmussen, « Point de presse après la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord », OTAN, 16 avril 2014, consultable à l'adresse : http://www.nato.int/cps/fr/natolive/opinions_109231.htm.

⁴⁰ Forces armées canadiennes, *Opération Reassurance*, dernière modification le 12 janvier 2016, consultable à l'adresse : <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger/otan-ee.page>.

Le principe est acté : il faut montrer le drapeau si possible en utilisant des forces nombreuses et lourdes. Lors de l'exercice *Black Eagle* en novembre 2014, l'armée de terre britannique déploie son transport de char de dernière génération, le *Heavy Transporter Equipment* (HET) démontrant ainsi sa capacité à projeter par la combinaison de la route et du rail ses unités lourdes équipées du *Challenger II* et du véhicule de combat d'infanterie *Warrior*⁴¹. L'année 2015 voit la continuation et la montée en puissance de ces mesures : la France envoie un sous-groupement tactique interarmes (SGTIA) à dominante blindée en Pologne pour l'exercice *Puma 2015*, avec quinze chars *Leclerc* et quatre VBCI⁴². Quant à l'exercice *Trident Juncture 2015*, déjà prévu pour être important, il gagne en personnels et en effectifs, jusqu'à déployer 36 000 soldats sur trois pays (Portugal, Espagne et Italie), et devient le plus large exercice interarmées et multinational de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide.

Ces mesures servent à démontrer la volonté (et les capacités) de l'OTAN à protéger ses États membres ; elles visent en outre un impact immédiat, en renforçant ponctuellement les défenses des pays le demandant. Mais pour accompagner l'effort dans le temps long, le choix est fait d'annoncer de nouvelles mesures d'adaptation qui s'inscrivent dans le long terme : le retour de la Force de Réaction de l'OTAN (*NATO Response Force*, NRF) et la création de la VJTF, l'établissement de six – et bientôt huit – unités d'intégration des forces de l'OTAN (*NATO Forces Integration Unit*, NFIU) dans six pays du flanc Est⁴³, la transformation du corps multinational Nord-Est de Szczecin en état-major de réaction rapide « à haute réactivité » plus spécialement chargé de la planification de défense collective pour le nord-est de l'Europe, sont ainsi présentés comme autant de preuves de la prise en compte des nouvelles menaces et témoignent de la capacité de la structure de commandement à y répondre.

⁴¹ British Army, « World's most powerful tank transporter used », 29 septembre 2014, consultable à l'adresse : <http://www.army.mod.uk/news/26575.aspx>.

⁴² Représentation permanente de la France à l'OTAN, « Mesures de réassurance de l'OTAN : participation d'un détachement de chars Leclerc déployé en Pologne à l'exercice PUMA 15 », dernière modification le 8 juin 2015, consultable à l'adresse : <http://www.rpfrance-otan.org/Mesures-de-reassurance-de-l-OTAN-participation-d-un-detachement-de-chars>.

⁴³ Il est à déplorer que la traduction officielle de ces NFIUs soit « quartier-généraux de petite taille » (par exemple : OTAN, « *Une solidarité, une force et une réactivité accrues* », 3 septembre 2015, consultable à l'adresse : http://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_122324.htm).

Un arsenal de mesures trop limité ?

Le principal dilemme des mesures de réassurance et notamment de l'emploi de forces terrestres pour les mettre en pratique tient au juste équilibre entre d'un côté, une posture de fermeté qui soit étayée par des capacités militaires tangibles, et de l'autre, le risque d'apparaître comme provocant et menaçant, enclenchant un risque d'escalade. Le général Breedlove ne dit pas autrement quand il constate que « le plus difficile est de savoir comment nous menons ces mesures d'assurance à terre (...) parce qu'elles coûtent plus cher et que si elles ne sont pas pensées correctement, elles risquent d'apparaître comme provocantes »⁴⁴. Il existe donc un besoin d'identifier le niveau de mesure considéré comme juste suffisant pour satisfaire les Alliés et les partenaires, sans entamer une escalade dangereuse et potentiellement incontrôlable, en prenant soin de calibrer la communication institutionnelle qui l'entoure.

US Army Europe et l'opération Atlantic Resolve

À la fin du mois d'avril 2014, les premières forces terrestres et expéditionnaires américaines participent à ces mesures de réassurance. Sans étonnement, elles concernent d'abord les forces prépositionnées ayant vocation à jouer dans les échelons d'urgence : les parachutistes de la 173^e brigade aéroportée de Vicenza (Italie) dont quatre compagnies se dirigent vers la Pologne (23 avril), la Lettonie (24 avril), la Lituanie (26 avril) et l'Estonie (28 avril), tandis que dans le sud, les *Marines* qui participent par rotation à la *Task force* déployée en Mer Noire (*Black Sea Rotational Force*) s'entraînent avec les forces roumaines, bulgares, macédoniennes et bosniaques⁴⁵. Cela est possible car les unités sont soit déjà en garnison en Europe, soit dans un cycle qui prévoit ces exercices conjoints, lesquels sont alors rebaptisés pour porter un message. Certes, toujours selon Breedlove, une compagnie d'infanterie parachutiste dans chacun de ces pays peut difficilement arrêter une force d'environ 40 000 Russes massés à la frontière ukrainienne, mais là n'est pas le principal⁴⁶.

L'enjeu est ailleurs, dans la signification politique que portent ces soldats. L'idée d'un déploiement de forces avancées, même à un niveau somme toute modeste, constitue un signal fort et forme une première ligne

⁴⁴ Général Philip Breedlove, cité par Jesse Granger, « Operation Atlantic Resolve, A Case Study in Effective Communication Strategy », *Military Review*, janvier-février 2015, p. 117.

⁴⁵ US European Command, « Operation Atlantic Resolve: Fact Sheet », 29 janvier 2015.

⁴⁶ John-Thor Dahlburg, « AP Interview: US troops may be sent to Eastern Europe », *Associated Press*, 9 avril 2014, consultable à l'adresse : <http://news.yahoo.com/ap-interview-us-troops-may-sent-e-europe-173842332.html>.

d'observation et de défense, illustrant bien le concept de *tripwire* (« déclencheur » ou « fil de détente »). Un tel déploiement manifeste l'intérêt immédiat des États-Unis avant même de prendre un arsenal de mesures plus complet. Les décideurs politiques achètent du temps tout en marquant le terrain : l'envenimement de la situation et la possible implication de pertes dans les rangs américains signifieraient de façon sûre un engagement plus important et un risque d'engrenage dissuasif pour l'adversaire. Par ailleurs, la nature des troupes déployées n'est pas anodine : quelle que soit l'excellence des troupes aéroportées, on sait qu'à elles seules, elles ne peuvent entamer des actions offensives majeures. En revanche, elles sont une première ligne de défense efficace en attendant des renforts plus lourds.

De façon plus structurelle, le choix du président Obama de lancer l'Initiative européenne de réassurance apporte une réponse politique sous la forme d'une aide financière exceptionnelle d'un peu moins d'un milliard de dollars pour redéployer des unités et des moyens en Europe. Les principes demeurent simples : accroître le volume d'exercices et d'entraînement en commun avec les armées alliées, et d'abord celles des Alliés récents – ceux d'Europe de l'Est principalement – en assurant une présence permanente par rotation de troupes venues des États-Unis.

Washington poursuit ici trois objectifs : favoriser l'interopérabilité en déployant des équipes de planificateurs chargés de travailler à des exercices en commun et servir d'état-major avancé, développer les partenariats, tant bilatéraux qu'au travers de l'OTAN, pour accroître les capacités des nations alliées et partenaires (au premier rang desquelles la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine), et permettre une meilleure réactivité des unités américaines en explorant les possibilités de pré-positionnement matérielles et capacitaires⁴⁷. Regroupé sous le nom d'*Atlantic Resolve*, cet ensemble témoigne de l'engagement formel des États-Unis auprès de l'OTAN et des nations partenaires : entre avril et octobre 2014, pas moins de 64 programmes d'échanges sont conduits, essentiellement avec la Pologne et les pays baltes, tandis que sur l'année 2015, pas moins de 50 exercices du niveau bataillon et au-dessus sont prévus⁴⁸.

Généralement bien accueillis, l'ERI et *Atlantic Resolve* portent pourtant des attentes contradictoires : d'un côté, l'annonce du retour d'une présence permanente est une garantie attendue, et le drapeau américain flottant aux marges de l'Europe face à la Russie est un signal fort. De l'autre, les Européens observent que malgré l'effet d'annonce, les chiffres ne suivent pas. Le volume de force que les États-Unis s'engagent à projeter dépasse rarement le volume d'une compagnie, avec quelques

⁴⁷ Atlantic Council, « Operation Atlantic Resolve, Fact Sheet », 2014, consultable à l'adresse : <http://www.atlanticcouncil.org/en/blogs/natosource/operation-atlantic-resolve-factsheet>, et The White House, « European Reassurance Initiative and Other U.S. Efforts in Support of NATO Allies and Partners », 3 juin 2014, consultable à l'adresse : <http://iipdigital.usembassy.gov/st/english/texttrans/2014/06/20140603300701.html#ixzz3qdKU7ZLI>.

⁴⁸ Général Philip Breedlove, « Statement », House Armed Service Committee, 25 février 2015, p. 12, consultable à l'adresse : [consultable à l'adresse : http://www.eucom.mil/doc/31979/u-s-european-command-posture-statement-2015](http://www.eucom.mil/doc/31979/u-s-european-command-posture-statement-2015).

unités mécanisées et blindées. Le tableau des équipements prépositionnés de l'armée américaine en Europe – *European Activity Set* – reste d'ailleurs modeste, avec les capacités d'un bataillon interarmes en 2014⁴⁹. En juin 2015, le secrétaire à la Défense Carter annonce des renforts temporaires pour étoffer les moyens disponibles, avec plus de 250 véhicules lourds : 87 chars rétrofités M1A2 *Abrams*, 138 véhicules de combat d'infanterie M2/3 *Bradley* et 18 canons automoteurs M109. Cependant, cette réactivation compense à peine la suppression – décidée en 2012 et actée en 2013-2014 – des deux dernières brigades d'infanterie mécanisées situées en Allemagne (la 170^e et la 172^e) dont les équipements avaient été réacheminés vers les États-Unis après leur déploiement en Afghanistan et Irak⁵⁰. En lieu et place se déploient, par rotation, des éléments terrestres sur une base temporaire, pour des exercices à haute visibilité. Là encore, il n'y a guère de nouveauté : cet engagement avait d'ores et déjà été pris en 2012, quand les Européens s'étaient émus de ne plus voir cette composante lourde participer aux exercices de la NRF⁵¹.

Le problème récurrent tient donc à la combinaison entre le manque de masse critique et les ressources limitées. Malgré l'affichage médiatique, les réductions se poursuivent tant aux niveaux des états-majors que des unités, et il convient de faire face avec ce qui est disponible⁵². Moyennant quoi, l'exigence principale est de faire voir et de faire savoir : le général Hodges – actuel patron d'USAREUR – compare les effectifs stationnés en Europe au temps de la guerre froide – 300 000 au total, dont deux tiers de forces terrestres – avec ce dont il dispose aujourd'hui, et ce, sur un espace de responsabilité qui s'est agrandi de façon considérable. Dix fois moins de troupes, sur un échiquier dix fois plus grand. Le défi à relever est donc de faire « comme si ces 30 000 soldats étaient en réalité 300 000 »⁵³. Cinq piliers sont privilégiés : responsabiliser les officiers subalternes, s'appuyer sur les unités de la Garde nationale et de la réserve, travailler avec les Alliés et partenaires, bénéficier de l'appui des « forces régionales alignées »⁵⁴ et mettre en place une participation active.

⁴⁹ Cela ne concerne que les matériels déjà prépositionnés pour les forces terrestres américaines qui viennent en Europe pour s'entraîner. Il s'agit donc d'un tableau un peu trompeur.

⁵⁰ Pour l'argumentaire précis, voir US Army in Europe, « *European Activity Set* », 2014, consultable à l'adresse :

http://www.eur.army.mil/jmtc/exercises/CombinedResolve/EAS_Fact_Sheet.pdf.

⁵¹ Andrew Feickert, « *Army Drawdown and Restructuring: Background and Issues for Congress* », *Congressional Research Service Report*, 28 février 2014, p. 2-3.

⁵² Robert H. Scales, « *How a massive threat to our Army may be coming from Washington* », *Washington Post*, 31 juillet 2015.

⁵³ Stephen P. Kretsinger Sr., *Lt. Gen. Hodges Gives Sound Advice to CGSC, SAMS Students*, 17 septembre 2015, consultable à l'adresse : <http://www.army.mil/article/155609/>. Là encore, en intégrant les autres armées, on double les effectifs, soit autour de 60 000.

⁵⁴ L'alignement régional des forces a été lancé en 2012 et assigne, par rotation successive, plusieurs brigades à un commandement opérationnel donné. Pour USAREUR, la 4^e Division d'Infanterie de Fort Carson (Colorado) est l'état-major de niveau divisionnaire et les brigades dépendent de la 1^{ère} division de cavalerie de Fort Hood (Texas). Voir aussi Philippe Gros et Nicole Vilboux, « *La posture de défense des États-Unis en 2015* », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, juin 2015, p. 35, consultable à l'adresse :

L'idée est de relever de multiples défis en même temps : le retour au prépositionnement prenant du temps – nonobstant les choix politiques liés au choix des pays qui les accueilleraient – on redécouvre les réalités d'une Europe au prisme de sa géographie et de la complexité logistique. Lorsque la 1^{ère} Brigade de combat de la 1^{ère} Division de cavalerie (1/1 Cav) débarque à Bremerhaven en septembre 2014, ce sont plus de 350 véhicules de toutes tailles, du *Humvee* au char, qui entament un périple de plusieurs centaines de kilomètres par les airs, la route et/ou le rail, les premières unités parvenant en Lituanie une dizaine de jours plus tard.

Les élongations, d'une part, et la complexité administrative de l'autre, participent du casse-tête logistique : traverser des frontières internationales avec du matériel de guerre nécessite littéralement des semaines de discussion en amont, car les règles, obligations et implications juridiques varient d'un pays à l'autre. Sans compter que le transport par voie ferroviaire a subi une transformation de son modèle économique avec la privatisation de la majorité des ex-compagnies nationales : réquisitionner des moyens privés en temps de paix étant juridiquement hasardeux, les militaires doivent en passer par les fourches caudines des acteurs économiques du rail qui imposent leurs coûts, leurs délais et leurs obligations.

La nécessité de renforcer tous les pays du flanc Est avec des moyens qui restent finalement limités, pose en outre la question du soutien logistique et matériel, essentiellement centralisé en Allemagne ; transformant les relais vers les pays baltes en un cauchemar de logisticien. Par ailleurs, dû au nombre relativement faible de véhicules lourds, en cas de pannes et casses diverses, il n'existe pas de remplacement, ce qui s'ajoute encore aux problèmes identifiés.

Enfin, tous ces principes sont condensés dans ce qui apparaît comme une opération de communication à grande échelle. L'opération *Dragoon Ride* de la fin mars au début d'avril 2015 fait traverser pas moins de 1600 kilomètres et six pays (de l'Estonie à l'Allemagne en passant par la Pologne et la République tchèque) à un convoi de plus de cent véhicules, s'arrêtant au fil de son périple dans des centres urbains pour lier contact avec la population, l'incitant parfois à se rassembler le long des routes pour encourager les soldats et entretenir ainsi un sentiment de soutien⁵⁵.

La VJTF, une réponse suffisante ?

Portée sur les fonts baptismaux lors du Sommet de Newport, la *Very High Readiness Joint Task Force* (VJTF) pose autant de questions qu'elle apporte de réponses. En tant que telle, l'idée de disposer d'une force de réaction rapide n'est pas neuve – et l'OTAN a toujours eu ce désir d'en posséder une, depuis la défunte *Allied Mobile Force* jusqu'à la NATO

<http://www.defense.gouv.fr/content/download/403577/6094846/file/USA201506-N01-Sweb.comp.pdf>.

⁵⁵ Dan Lamothe, « In show of force, the Army's Operation Dragoon Ride rolls through Europe », *Washington Post*, 24 mars 2015, consultable à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2015/03/24/in-show-of-force-the-armys-operation-dragoon-ride-rolls-through-europe/>.

*Response Force*⁵⁶. D'ailleurs la VJTF n'est pas dissociée de la NRF mais y appartient totalement : il s'agit de sa composante à très haute réactivité et qui sert de harpon. Son volume – une brigade ou plus disposant d'une panoplie de moyens – et sa capacité à être déployée (en principe) sous 48 à 72 heures – mais plus vraisemblablement entre cinq et sept jours – en font l'instrument adéquat pour potentiellement stabiliser une crise naissante ici ou ailleurs. Sa visibilité lui octroie par ailleurs une dimension politique qui parachève militairement les mesures de réassurance. Si sa naissance a été l'objet d'interrogations – pourquoi créer une « super-force de réaction rapide » couronnant une force de réaction rapide déjà existante ? – le débat se centre désormais sur la mise en œuvre concrète et les détails à aménager pour lui donner de la consistance et la déclarer pleinement opérationnelle avant le Sommet de Varsovie en juillet 2016.

Plus que sur sa composition ou son rôle, les discussions portent en fait sur deux points faibles de la NRF : le financement et les mécanismes d'activation d'une force permanente. Sur le premier point, le principe otanien en vigueur est celui selon lequel les « coûts sont imputés à leur auteurs » (« *costs lie where they fall* »), ce qui signifie que chaque nation doit assumer les dépenses liées à l'intervention de ses troupes ; dit autrement, les nations qui verraient la NRF être déployée pendant leur phase d'alerte se trouvent largement mises à contribution, quelque fois de façon exagérée : ce fut ainsi le cas de l'Espagne en 2005-2006⁵⁷. Le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, dénonçait déjà ce problème en 2006, sans succès. Pour des raisons variées, la question du financement en commun appartient à ces serpents de mer qui resurgissent et sont à nouveau enfouis de par leur complexité et implications politiques. Toutefois, des discussions récentes témoignent d'avancées : sans toucher aux principes, on réfléchit à copier certains mécanismes mis en œuvre par l'Union européenne et notamment Athéna, pour couvrir les frais de redéploiement, de fonctionnement et de participation à des exercices multinationaux⁵⁸.

Le second problème tient au mécanisme d'activation d'une force qui par essence, ne peut être utilisée qu'après autorisation du Conseil de l'Atlantique Nord – soit 28 nations et autant de manières de valider la participation à des opérations militaires. Pendant la guerre froide, SACEUR avait la haute main sur ces forces d'action rapide, pour juguler une invasion soviétique. Ce n'était pas le cas pour la NRF, les nécessités de l'heure ayant changé, mais la crise ukrainienne repose la question : un universitaire américain a ainsi justifié que le système de commandement et de contrôle de la « NRF revitalisée » (*enhanced NRF*) devait reposer plus largement dans les mains de SACEUR, ou qu'il fallait tout simplement

⁵⁶ Sur l'histoire, le rôle et les attentes de la NRF, voir Guillaume Lasconjarias, « The NRF: from a Key Driver of Transformation to a Laboratory of the Connected Forces Initiative », *NDC Research Paper*, n° 88, janvier 2013.

⁵⁷ *Ibid.*, p.4.

⁵⁸ Jan Abts, « NATO's Very High Readiness Joint Task Force. Can the VJTF give new élan to the NATO Response Force ? », *NDC Research Paper*, n°109, 2015. Athéna n'est cependant pas la panacée, ne couvrant qu'une modeste partie des coûts des pays participants à une opération de l'UE.

supprimer cette composante⁵⁹. Il est ainsi suggéré de faire évoluer le rôle de SACEUR, en lui laissant une plus grande flexibilité sur l'entraînement mais aussi sur le déploiement de la NRF. L'emploi resterait en revanche de la prérogative des nations. Cette recommandation a d'ailleurs été en partie suivie lors de la rencontre ministérielle de juin 2015, le processus décisionnel (et la planification préétablie) s'adaptant aux cas où il faudrait un déploiement rapide des troupes, sans toutefois revenir à un modèle de guerre froide⁶⁰.

Comme toujours dans ce cas, la capacité de la VJTF à répondre aux défis tient à la façon dont les nations prendront leur part de responsabilité. À première vue, l'Alliance ne manque pas de volontaires pour commander la VJTF : après la France, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, l'Espagne et le Royaume-Uni, la Turquie a rejoint le groupe des nations-cadres. Les États-Unis ont quant à eux donné leur accord pour fournir les capacités clés dont manquent cruellement les Européens (en renseignement et en transport stratégique). Les exercices *Noble Jump* en juin et *Trident Juncture* en octobre-novembre 2015 auront aussi permis de tester la structure de commandement de cette VJTF. Demeurent les questions de volonté politique et d'emploi réel de la VJTF en situation de crise, qui dépassent de loin les seuls critères de réactivité et de préparation opérationnelle des forces.

⁵⁹ John R. Deni, « What NATO Needs to Do in the Wake of the Ukraine Crisis », *Defense One*, 22 juillet 2014, consultable à l'adresse : <http://www.defense-one.com/ideas/2014/07/what-nato-needs-do-wake-ukraine-crisis/89282/>.

⁶⁰ OTAN, « Déclaration des ministres de la Défense de l'OTAN », 25 juin 2015, consultable à l'adresse : http://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_121133.htm.

Les options pour une réassurance durable

Revitaliser la notion de réassurance, et notamment, en redonnant aux forces terrestres la place qui leur appartient, passe par le croisement du passé et de l'actualité, pour retrouver ce qui a été oublié, l'adapter aux besoins et aux situations d'aujourd'hui, en gardant à l'esprit que les contraintes stratégiques et politiques ont changé. Ainsi, malgré des efforts, la double question des effectifs et des budgets de défense engage dans un débat sans fin, nœud gordien qu'il ne s'agit pas de trancher. De même, les annonces américaines autour de l'ERI camouflent à peine le maintien des moyens à leur juste suffisance⁶¹. Enfin, la nécessité de comprendre l'environnement informationnel et de posséder des capacités dans des domaines-clés comme le cyber ou la sécurité énergétique complexifient encore les choses. Pour autant, des pistes de réflexion intéressantes peuvent être explorées, qui pourraient mettre un coup d'arrêt à quinze ans d'opérations de contre-insurrection sans en nier les apports, et remettraient au goût du jour des pratiques anciennes considérées comme caduques puis abandonnées.

La NATO Response Force, « combien de divisions » ?

Une étude croisée des armées occidentales et plus précisément celles appartenant à l'OTAN montre que, depuis la première guerre du Golfe, en 1990-1991, le pion de manœuvre autour duquel se structurent les forces n'a cessé de perdre en effectif et en puissance de feu. Les contingences expéditionnaires expliquent en partie cette réduction, puisqu'il s'agissait d'intervenir vite et loin face à un adversaire généralement peu doté. Alors qu'au temps de la guerre froide la division était l'unité de référence, c'est désormais la brigade interarmes et multinationale qui sert de cadre d'emploi privilégié, même si on pourrait affirmer qu'elle répond plus aux opérations de gestion de crise qu'à la question de la défense collective. En principe, certains Alliés maintiennent un état-major de niveau divisionnaire voire même de corps d'armée, nécessaire pour prétendre au commandement d'une composante terrestre (*Land Component Command* – LCC) ; c'est le cas des neuf états-majors de réaction rapide⁶². Si la

⁶¹ Robbie Gramer, « Operation Dragoon Ride. The Promise – And Pitfalls – of the U.S. Strategy in the Baltics », *Foreign Affairs*, 13 mai 2015, consultable à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/articles/baltics/2015-05-13/operation-dragoon-ride>.

⁶² Une description des neuf PC HRF certifiés par l'OTAN sur le site d'Allied Command Operations-SHAPE, *High Readiness Forces and Headquarters in the NATO Force structure*, OTAN, non daté, consultable à l'adresse : www.aco.nato.int/page134134653.

plupart ont été déployés en opération, ils n'ont jamais réellement été mis dans les conditions d'exercer la panoplie de leur savoir-faire, l'exception ayant peut-être été le rôle tenu par l'*Allied Rapid Reaction Corps* (ARRC) entre mai 2006 et février 2007 au sein de l'ISAF⁶³.

Lancée en 2002 au Sommet de Prague, la *NATO Response Force* devait pourtant résoudre cette difficulté. Pensée comme une force à vocation expéditionnaire et comme moteur d'une interopérabilité accrue entre Européens et Américains, la NRF devait représenter l'exemple de ce que l'Alliance pouvait aligner de mieux. Las ! les désillusions ne cessèrent de s'accumuler, et les critiques de pleuvoir, jusqu'à remodeler et réduire une force de réaction finalement trop peu rapide et si peu employée. Après dix ans de morosité, le concept est réhabilité en 2012. C'est d'abord à la conférence de Sécurité de Munich, puis au Sommet de Chicago au mois de mai que l'on observe un changement de posture, lié au souhait de ne pas perdre les quelques bénéfices engrangés par l'existence de cette force⁶⁴. Mais assurément c'est la crise ukrainienne qui joue le rôle majeur dans la remise au goût du jour de la NRF et de sa nouvelle composante, la VJTF. En quelques mois, de la fin du printemps 2014 aux décisions de Newport en septembre, la NRF a été remise sur les rails. Renforcée, revitalisée, testée, elle semble renaître de ses cendres. En réalité, sa mission a évolué : il ne s'agit plus seulement d'intervenir en étant projetée non plus seulement hors du territoire de l'Alliance (« *out-of-area missions* ») mais aussi de dissuader les agressions sur les frontières de cette dernière.

Par-delà les difficultés historiques qu'a déjà traversées la NRF, les capacités à armer cette composante ne semblent plus faire de doute aujourd'hui. La génération de force, pourtant, reste notamment un point à suivre, surtout dans des domaines où les Alliés connaissent un creux capacitaire : les hélicoptères, le NRBC, le transport stratégique...

Les aspects logistiques restent aussi essentiels. La création d'un échelon dédié au sein de l'état-major de Brunssum (le *Joint Logistic Support Group Headquarters Core Staff Element*) marque un pas dans la bonne direction et traduit combien la déployabilité des éléments logistiques est essentielle dans la montée en puissance de la nouvelle NRF⁶⁵. Par exemple, une brigade blindée américaine rassemble 90 chars de combat M1 *Abrams*, 90 véhicules de combat d'infanterie *Bradley* et 112 véhicules de transport de troupes M113, qui nécessitent un ravitaillement en pétrole toutes les douze heures en moyenne pour une distance à parcourir

⁶³ Defence Committee, *Operations in Afghanistan: Fourth report of session 2010-2012*, UK House of Commons, 17 juillet 2011.

⁶⁴ Sur les déboires de la NRF, voir Guillaume Lasconjarias, « The NRF: from a Key Driver of Transformation to a Laboratory of the Connected Forces Initiative », *op. cit.*

⁶⁵ Northern Star, « JFCBS Joint Logistic Support Group Activation Ceremony », OTAN, Mars 2015, consultable à l'adresse : http://www.jfcbs.nato.int/systems/file_download.ashx?pg=539&ver=2, p. 18. Ce n'est pas le seul état-major qui s'en soit doté, le Corps de Réaction Rapide-France en possède aussi.

inférieure à 300 kilomètres – la brigade pouvant transporter en autonomie autour de 738 000 litres qui lui assurent presque trois jours d'autonomie⁶⁶.

La solution qui verrait le déploiement voire l'établissement le plus loin à l'Est d'unités de combat, pose en outre de nouvelles difficultés. Sur le plan politique tout d'abord, si l'on suit certaines conclusions hâtives qui lisent dans l'acte fondateur OTAN-Russie de 1997 l'interdiction de positionner en permanence des forces supplémentaires dans les pays de l'Est⁶⁷. Stratégiquement même : où pourrait-on stationner physiquement la VJTF, à considérer que ce soit un état-major permanent disposant de troupes assignées, ce qui n'est pas le cas ? En Pologne ? En Turquie ? Dans les États baltes ? Sans compter les questions sur les coûts, à la fois humains et matériels qui mettent à mal cette solution, qu'on peut imaginer financièrement hors de portée de la grande majorité des nations contributrices dans le temps long.

Les enjeux du prépositionnement

Il paraît évident que la garantie d'un engagement ne peut simplement se fonder sur un accord moral et des promesses ; une des solutions de repli peut être de s'assurer que les rotations d'unités s'appuient sur des dépôts prépositionnés en Europe, dont on comprend au moins la cohérence pour des nations comme les États-Unis et le Canada. Le principe serait toujours le même : permettre à un volume de troupes suffisant de se déployer ici ou là, de s'y équiper et d'être ravitaillé et soutenu pendant le temps nécessaire au succès de la mission. Le modèle « POMCUS » ou celui des NFIUS nouvellement créées mérite d'être pris en compte, à condition qu'il réponde à une série de questions :

- **Où les disposer ?** Le choix est certes éminemment politique, mais aussi stratégique et géographique. Car il faut pouvoir rejoindre et ensuite ravitailler ledit dépôt, qui doit donc être bien connecté à un réseau multimodal. Par facilité, et parce qu'il existe encore les infrastructures nécessaires, l'Allemagne et l'Italie peuvent servir de point d'entrée, mais il existe certainement un besoin de relais en Europe de l'Est et dans les pays baltes.
- **Comment s'y rendre ?** Si l'on juge qu'une crise impliquant la Russie aura lieu à proximité de ses frontières, il n'y a guère que quatre pays membres qui puissent être directement impliqués : la Pologne et la Lituanie, dû à la présence de l'enclave de Kaliningrad, la Lettonie et l'Estonie. C'est pour ce dernier cas que la question est complexe : nonobstant la difficulté partout en Europe de pouvoir disposer des autorisations nécessaires pour faire transiter le matériel, les équipements et les troupes au travers de frontières

⁶⁶ Scott R. Gourley, « Abrams Dieselization Project: Doing the Math », *Defense Media Network*, 7 novembre 2013, consultable à l'adresse :

<http://www.defensemmedianetwork.com/stories/abrams-dieselization-project-doing-the-math/>.

⁶⁷ Sur l'acte fondateur puis la façon dont la Russie a, dans le même temps, suspendu sa participation au traité sur les forces conventionnelles en Europe, un point très clair dans Sénat, *Rapport d'information n° 405 (2006-7)*, 19 juillet 2007.

internationales, on remarque que le seul accès par voie terrestre vers les pays baltes suit un goulet d'étranglement à la frontière polono-lituanienne, autour de la ville polonaise de Suwałki. Serpentant entre l'enclave de Kaliningrad et la Biélorussie, cet axe routier longe les lacs de Mazurie, et serait susceptible d'être facilement coupé⁶⁸.

- **Qu'y mettre ?** Une chose est évidente : on ne peut tout prépositionner. Même au temps de la guerre froide, la nature sensible ou complexe de certains équipements faisait qu'on ne pouvait les stocker. Par la suite, l'évolution des matériels, la gestion des pièces détachées, la nécessaire standardisation des équipements, leur nombre et leur maintien en condition induisent des coûts peut-être sous-évalués⁶⁹. Par ailleurs, cela pose la question de la possibilité de soutenir aussi des forces alliées disposant des mêmes appareils et équipements. Enfin, prépositionner matériels et équipements pose la question de la sécurité et de la surveillance des sites.

Entraînement et exercices : entre réalisme et crédibilité

L'expérience vécue par les armées de terre dans les vingt-cinq années qui s'étendent des Balkans à l'Afghanistan se caractérise par le constat du durcissement des opérations ; le renouveau de l'entraînement sur-mesure, insistant sur les fondamentaux du métier de soldat et la prise en compte des nouvelles technologies, adaptées à des environnements complexes, est devenu une réalité⁷⁰. Pourtant, les maître-mots que sont la « réactivité » et la nécessité d'être « préparé » se heurtent toujours à des contraintes budgétaires qui font que le temps et les crédits dédiés à la préparation opérationnelle ne sont pas suffisamment respectés : l'aguerrissement et l'entraînement garantissent la supériorité – et ce, à tous les niveaux – mais la recherche des économies à tout prix conduit à réduire lentement mais sûrement les phases d'instruction et d'entraînement.

En ce qui concerne la préparation opérationnelle, les standards sont loin d'être atteints. Le cas français – dont l'armée de Terre conserve un haut niveau de préparation et d'engagement – fait ici figure d'exception. Le général Bosser, son chef d'état-major, affirmait en octobre 2015 que l'armée de Terre vivait sur son capital d'expérience mais que les niveaux d'entraînement fixés par la loi de programmation militaire (83 au lieu de 90 jours de préparation opérationnelle) n'étaient pas atteints – notamment en

⁶⁸ Paul Mcleary, « Meet the New Fulda Gap », *Foreign Affairs*, 29 septembre 2015.

⁶⁹ En 2008, consciente du nécessaire alignement entre les besoins et les stocks disponibles, l'US Army concluait qu'il lui fallait provisionner pas moins de 985 millions de dollars, cf. Association of the United States Army, *Army Prepositioned Stocks: Indispensable to America's Global Force-projection Capability*, 2008, consultable à l'adresse : http://www.ausa.org/publications/torchbearercampaign/torchbearerissuepapers/documents/tb-ip_120308.pdf.

⁷⁰ Pour une bonne synthèse des spécificités françaises, voir Colonel Pierre Esnault, *L'armée de terre française, 1978-2015. Bilan de 37 années d'opérations ininterrompues*, Cahiers du RETEX, CDEF, 2015 consultable à l'adresse : http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/content/download/5769/74608/file/20150519_DR_CDEF_DREX_operation_bilan_37_annees_1978-2015.pdf.

raison du poids imprévu de l'opération *Sentinelle* sur le territoire national⁷¹. La persistance de la menace terroriste démontrée par les événements tragiques de novembre 2015 a modifié au moins la perception qu'on pouvait en avoir et a laissé augurer de l'importance de maintenir ces efforts, y compris dans une période de quasi-« surchauffe » opérationnelle.

Cette préparation doit aussi être complétée par une réflexion accrue sur les niveaux opérationnels. L'Afghanistan et l'Irak peuvent avoir été vus comme des théâtres d'opération où capitaines et colonels étaient les acteurs principaux, c'est-à-dire où les niveaux tactiques concernaient les compagnies et éventuellement, le bataillon. La crise ukrainienne a rappelé que la quantité est parfois une qualité en soi, et qu'il convenait de repenser le volume de nos manœuvres et de nos entraînements et les porter au niveau de la brigade ou de la division. Là encore, des efforts marqués ont été faits sur l'année passée ; l'exercice polonais *Anaconda* 2014 a ainsi rassemblé 12 500 soldats – dont seulement 750 de pays alliés. *Trident Juncture* a vu l'étalage de ce que les forces terrestres sont capables de faire, avec notamment plus de 2000 sauts parachutistes en l'espace de dix jours. Ces exercices garantissent la crédibilité autant que les capacités techniques et matérielles. Ils exposent le sérieux et la possibilité d'user « en vrai » de ces moyens.

Or, certains commentateurs s'inquiètent sur le niveau d'ambition des exercices otaniens ; Ian Brzezinski, dans une tribune donnée à l'Atlantic Council, parle ainsi d'un « *exercise gap* » (comme on parlait autrefois de « *missile gap* ») pour décrire le retard de l'OTAN sur la Russie en la matière. Les nations ou l'Alliance peinent à monter des exercices aussi ambitieux que par le passé, et encore cela ne dit-il rien des efforts et de la mobilisation en énergie et en ressources pour les mettre en place. On critique le choix de leur localisation – les pays du sud pour *Trident Juncture*, peut-être la Norvège pour un exercice similaire en 2018 – quand les Russes massent des dizaines de milliers d'hommes dans les oblasts de l'Ouest (90 000 pour *Zapad* 2013).

En termes de communication également, l'écart est sensible : là où l'OTAN évoque des régions aussi exotiques que « Cerasia », la Russie terminait son exercice *Zapad* 2009 par la simulation d'une frappe nucléaire sur Varsovie⁷². En fait, l'une des principales différences tient à la publicité et la communication qui en est faite : si aligner des hommes et une panoplie de matériels est une manœuvre de communication stratégique, il faut cependant raison garder. Pour être efficace, et répondre aux défis de la défense collective, les chiffres importent finalement moins que le bon

⁷¹ Général Jean-Pierre Bosser, « Audition du CEMAT à la Commission Défense de l'Assemblée nationale », Paris, 13 octobre 2015, consultable à l'adresse : <http://theatrum-belli.org/armee-de-terre-audition-du-cemat-a-la-commission-defense-de-lassemblee-nationale/>.

⁷² Ian J. Brzezinski et Nicholas Varangis, « The NATO-Russia Exercise Gap », *Atlantic Council*, 23 février 2015, consultable à l'adresse : <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/natosource/the-nato-russia-exercise-gap>.

entraînement des niveaux opérationnels, en insistant sur les niveaux les plus hauts (LCC et divisions, jusqu'à la brigade dans le cas de la VJTF)⁷³.

Enfin, on peut imaginer qu'une partie de la crédibilité et de l'intention tient dans le réalisme, toujours difficile à mettre en œuvre, avec le danger d'un risque d'escalade. Là encore le passé apporte des éléments de comparaison : la déclassification partielle d'archives sur l'exercice *Able Archer* en 1983 a ainsi montré que le réalisme poussé à l'extrême d'un entraînement des forces otaniennes avait peut-être conduit le monde au rebord d'une guerre nucléaire⁷⁴. Sans aller jusqu'à reprendre ces habitudes, les crises actuelles fournissent suffisamment de cas d'études pour apporter de l'eau au moulin de la réflexion et aider les états-majors à planifier de façon plus réaliste. Ainsi, au sein de l'OTAN serait-il envisageable de rapprocher – ou de rapprocher encore plus – la structure de commandement de la structure de forces, pour une meilleure perméabilité et fluidité de l'information et donc, une meilleure prise en compte de la réalité.

Un principe de fluidité : vers un « Schengen militaire » ?

Tirant des leçons de l'exercice *Dragoon Ride*, le général Breedlove mentionnait le fait que l'OTAN et ses alliés aient réintroduit une dimension importante aux exercices conduits : tester les capacités logistiques sur une période longue, coordonner les franchissements de frontières et par la même occasion, se rappeler que tous les ponts ne pouvaient supporter le poids de véhicules blindés ! Derrière ce point de détail apparaît une réalité : la mémoire des manœuvres en terrain libre avec le franchissement de cours d'eau, semble aujourd'hui largement oubliée – sans compter que les capacités et les équipements nécessaires à ce type d'opérations ont bien souvent eux aussi disparu.

Le principe d'une coordination pour faciliter les transits n'est pas non plus une idée nouvelle. L'une des premières mesures de l'OTAN, dès 1952, fut de mettre en place un bureau d'études des transports intérieurs de surface (le *Planning Board for European Inland Surface Transport - PBEIST*) qui conduisit, en 1954, à la mise en place de l'Autorité de Coordination des Transports Intérieurs Centre-Europe (ACTICE). Le principe en était clair : sans perdre de vue l'autorité nationale toujours souveraine, on recherchait les moyens d'assurer « la plus grande souplesse et efficacité aux mouvements en même temps que l'utilisation maximum des moyens de transports disponibles ». Pour ce faire, l'ACTICE cherchait à utiliser au mieux les différents modes de transport, quitte à les renforcer grâce à l'aide des nations impliquées et une coopération quant au maintien en condition des infrastructures et des matériels. En outre, l'ACTICE veillait à la satisfaction des besoins de transports militaires classés prioritaires, sans pour autant empiéter sur les « besoins civils

⁷³ On peut contester cette approche en jugeant que des QG réactifs ne serviront à rien si les forces ne le sont pas. Si l'on se place d'un point de vue otanien, le problème ne se pose pas en ces termes, puisque les nations se chargent de l'entraînement de leurs forces et s'assurent de leurs capacités opérationnelles.

⁷⁴ Dmitry Adamsky, « The 1983 Nuclear Crisis – Lessons for Deterrence Theory and Practice », *Journal of Strategic Studies*, vol. 36 n°1, 2013, p. 4-41.

essentiels de transport »⁷⁵. Entrée en sommeil à la fin des années 1990, le réveil d'ACTICE permettrait de réfléchir à ce qui pourrait être fait pour fluidifier ces transits.

La définition d'un « Schengen militaire » pourrait sans doute reprendre une partie des conclusions d'ACTICE, en limitant son emploi à des périodes et à des conditions préalablement définies. En effet, l'ACTICE ne voyait son mandat entrer en fonction qu'en cas de guerre. En revanche, la remise à plat des plans de circulation, notamment dans l'Est de l'Europe, et l'identification des réseaux à favoriser permettraient sans nul doute de gagner du temps.

⁷⁵ Comité militaire de l'OTAN, *Projet de mandat d'un organisme chargé de la coordination internationale en temps de guerre des transports intérieurs de surface en région Centre-Europe*, CM (54) 40, 26 avril 1954 (validé le 18 mai 1954).

Conclusion

Le général Hodges, quand il commandait les forces terrestres de l'Alliance à Izmir, déclarait en 2013 que « la tradition, après chaque guerre, a été de répéter la même erreur en réduisant les forces terrestres pour économiser de l'argent, pensant qu'on pourrait éviter les pertes humaines des conflits à venir en s'appuyant sur les forces aériennes et navales, et chaque fois, on a dû rebâtir en hâte nos forces terrestres pour répondre à des menaces qui avaient été mal évaluées. »⁷⁶ La crise ukrainienne et l'attitude de la Russie à cet égard ont montré que disposer de forces préparées était non seulement nécessaire, mais critique quant à la crédibilité de l'Alliance. La mise en place de mesures de réassurance et d'adaptation a été au centre des préoccupations des Alliés depuis le Sommet de Newport, et conduira à une évaluation au prochain sommet qui se tiendra à Varsovie en juillet 2016.

Les principes sur lesquels se fondent les forces terrestres ne varient guère : le premier semble bien de maintenir une présence crédible et persistante, en mesure de s'adapter à n'importe quel adversaire pour sécuriser territoires et populations. La notion de fil d'alarme, de *tripwire*, est d'ailleurs revenue à la mode, encore qu'on s'interroge sur son épaisseur : à partir de combien de soldats est-on dissuasif, et avec quels matériels déployés, sans pour autant prendre le risque d'une escalade dangereuse ? Ensuite, s'agissant d'une coalition, les forces terrestres doivent être aptes à opérer ensemble : cette interopérabilité garantit et renforce leur influence et permet au politique de disposer d'options différentes dans leur nature et dans leurs capacités des autres composantes. Enfin, ces forces doivent si possible être à la pointe de l'innovation, tant sur le plan technique et matériel, qu'au niveau de leur organisation et de leur structure.

Les forces terrestres demeurent en outre le point central autour duquel gravite la dissuasion conventionnelle. Les paroles de Fehrenbach dans son étude classique sur la guerre de Corée sonnent encore : « Vous pouvez survoler un pays en permanence, vous pouvez le bombarder, l'atomiser, le pulvériser et y balayer toute trace de vie, mais si vous voulez le défendre, le protéger et en faire un espace où la civilisation peut s'épanouir, vous devez le faire au sol, comme le faisaient les légions romaines, en envoyant vos jeunes hommes combattre dans la boue »⁷⁷. Bien évidemment, les conditions ont changé mais le principe en filigrane est le même : les forces terrestres sont visibles et témoignent de la volonté

⁷⁶ Général Ben Hodges, « Ensuring That Land Forces Remain Decisive for NATO », *Army Magazine*, mai 2013, p. 51-54.

⁷⁷ Theodore Reed Fehrenbach, *This Kind of War. The Classic Korean War History*, (1^{re} éd., 1963 : *A Study in Unpreparedness*), Dulles, Brassey's, 1994.

et de la possibilité de s'engager pleinement en s'exposant, avec pour corollaire une prise de risque évidente. Le déploiement de troupes au sol, quelle que soit la nature de la mission, introduit une dimension politique avec une possible gradation au vu du volume de force déployé, de l'attitude des acteurs – notamment les restrictions d'emploi – et des matériels déployés (qui fait naître une réflexion sur la dimension technique et technologique du rapport de force).

La notion de réassurance, en réalité, laisse transparaître un sentiment de malaise : tenant à l'ordre du discours, elle cherche à limiter les risques d'escalade et le retour à des analogies passées, notamment les comparaisons avec la guerre froide. Or, si le contexte a changé, et si la Russie d'aujourd'hui n'est pas l'Union soviétique d'hier, il existe une dimension sur laquelle les Alliés devraient s'entendre : c'est qu'il s'agit en fait de dissuader, de persuader et de montrer sa volonté. Dans ce sens, l'érosion continue – sans doute freinée mais qui n'est nullement arrêtée – des budgets de défense et des effectifs lance un signal peu réconfortant. Les États-Unis mettent en avant leur initiative de réassurance mais dans le même temps, ne reviennent pas sur les choix stratégiques de relocaliser en métropole leurs principales forces terrestres : or, on ne peut dissuader et défendre qu'en étant sur place. C'est aujourd'hui loin d'être le cas avec simplement deux brigades de combat (sur les 35 de l'ordre de bataille) positionnées hors du théâtre national⁷⁸.

Des solutions existent, qui ne sont pas toutes politiques et qui peuvent même, dans certains cas, être simplement de l'ordre de l'arrangement technique et administratif. Penser la réassurance en termes politiques est nécessaire, mais la dimension pratique qui permettrait aux forces d'opérer aux niveaux tactique et opérationnel de façon fluide pourrait aussi lever les barrières qui limitent la multiplication d'exercices en commun et les entraînements multinationaux.

Le futur des armées de terre tient peut-être dans le juste équilibre à adopter entre le retour aux fondamentaux de la défense territoriale et la nécessité de ne pas perdre les savoir-faire liés aux capacités expéditionnaires. Les deux ne sont d'ailleurs pas incompatibles : se déployer sur les frontières de l'OTAN, que ce soit en Norvège, en Pologne et dans les États baltes, ou en Turquie, requiert ces dispositions. La modularité et la flexibilité restent les clés qui permettront de répondre aux exigences d'adversaires caméléons, à des menaces de toute nature, et à un environnement complexe. Comme le proclamait la devise de la défunte Force d'action rapide, il s'agit de pouvoir encore « frapper vite, fort et loin ».

⁷⁸ David Barno et Nora Bensahel, « U.S. Land Forces must Deter and Defend Abroad », *War On the Rocks*, 24 février 2015, consultable à l'adresse : <http://warontherocks.com/2015/02/u-s-land-forces-must-deter-and-defend-abroad/>.

Références

Documents officiels

ALLIED COMMAND OPERATIONS-SHAPE, *High Readiness Forces and Headquarters in the NATO force structure*, OTAN, non daté, consultable à l'adresse : <http://www.aco.nato.int/page134134653>.

ASSOCIATION OF THE UNITED STATES ARMY, *Army Prepositioned Stocks: Indispensable to America's Global Force-projection Capability*, 2008, consultable à l'adresse : http://www.ausa.org/publications/torchbearercampaign/torchbearerissu epapers/documents/tb-ip_120308.pdf.

BOSSER Jean-Pierre, « Audition du CEMAT à la Commission Défense de l'Assemblée nationale », Paris, 13 octobre 2015, consultable à l'adresse : <http://theatrum-belli.org/armee-de-terre-audition-du-cemat-a-la-commission-defense-de-lassemblee-nationale/>.

BREEDLOVE Philip, « Statement », House Armed Service Committee, 25 février 2015, consultable à l'adresse : <http://www.eucom.mil/doc/31979/u-s-european-command-posture-statement-2015>.

BRITISH ARMY, « World's most powerful tank transporter used », 29 septembre 2014, consultable à l'adresse : <http://www.army.mod.uk/news/26575.aspx>.

COMITE MILITAIRE DE L'OTAN, *Projet de mandat d'un organisme chargé de la coordination internationale en temps de guerre des transports intérieurs de surface en région Centre-Europe*, CM (54) 40, 26 avril 1954.

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA DEFENDE DU SENAT, *Forces armées : peut-on encore réduire un format « juste insuffisant » ?*, Rapport d'information n°680, 18 juillet 2012, consultable à l'adresse : http://www.senat.fr/rap/r11-680/r11-680_mono.html#fnref10.

DEFENCE COMMITTEE, *Operations in Afghanistan: Fourth report of session 2010-2012*, UK House of Commons, 17 juillet 2011.

FORCES ARMEES CANADIENNES, *Opération Reassurance*, dernière modification le 12 janvier 2016, consultable à l'adresse : <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger/otan-ee.page>.

KRETSINGER Stephen P. Sr., *Lt. Gen. Hodges Gives Sound Advice to CGSC, SAMS Students*, 17 septembre 2015, consultable à l'adresse : <http://www.army.mil/article/155609/>.

- OFFICE OF THE PRESS SECRETARY, « Remarks by President Obama and President Komorowski of Poland in a Joint Press Conference », The White House, Varsovie, 3 juin 2014, consultable à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/06/03/remarks-president-obama-and-president-komorowski-poland-joint-press-conf>.
- OFFICE OF THE PRESS SECRETARY, « Remarks by President Obama at 25th Anniversary of Freedom Day », The White House, Varsovie, 4 juin 2014, consultable à l'adresse : www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/06/04/remarks-president-obama-25th-anniversary-freedom-day-warsaw-poland.
- OTAN, « Déclaration des ministres de la Défense de l'OTAN », 25 juin 2015, consultable à l'adresse : http://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_121133.htm.
- OTAN, « Déclaration du sommet du Pays de Galles », 5 septembre 2014, consultable à l'adresse : http://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_112964.htm.
- OTAN, « Note du Secrétaire général aux représentants permanent à propos du Plan de l'OTAN pour la crise de Berlin », PO(61)765, 27 septembre 1961.
- OTAN, « Plan d'action pour la zone européenne de l'OTAN », SHAPE 167/61, 17 août 1961.
- OTAN, « Une solidarité, une force et une réactivité accrues », 3 septembre 2015, consultable à l'adresse : http://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_122324.htm.
- OTAN, « JFCBS Joint Logistic Support Group Activation Ceremony », Mars 2015, consultable à l'adresse : http://www.jfcbs.nato.int/systems/file_download.ashx?pg=539&ver=2.
- RASMUSSEN Anders Fogh, « Point de presse après la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord », OTAN, 16 avril 2014, consultable à l'adresse : http://www.nato.int/cps/fr/natolive/opinions_109231.htm.
- REPRESENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE A L'OTAN, « Mesures de réassurance de l'OTAN : participation d'un détachement de chars Leclerc déployé en Pologne à l'exercice PUMA 15 », dernière modification le 8 juin 2015, consultable à l'adresse : <http://www.rpfrance-otan.org/Mesures-de-reassurance-de-l-OTAN-participation-d-un-detachement-de-chars>.
- SENAT, *Rapport d'information n° 405 (2006-7)*, 19 juillet 2007.
- THE WHITE HOUSE, « European Reassurance Initiative and Other U.S. Efforts in Support of NATO Allies and Partners », 3 juin 2014, à l'adresse : <http://iipdigital.usembassy.gov/st/english/texttrans/2014/06/20140603300701.html#ixzz3qdKU7ZLI>.
- US ARMY EUROPE, « European Activity », 2014, consultable à l'adresse : http://www.eur.army.mil/jmtc/exercises/CombinedResolve/EAS_Fact_Sheet.pdf.
- US DEPARTMENT OF DEFENSE, *Quadrennial Defense Review*, Report, Washington DC, 2001.

US EUROPEAN COMMAND, « Operation Atlantic Resolve: Fact Sheet », s.l., 29 janvier 2015.

Ouvrages, monographies et chapitres d'ouvrages

ASMUS Ronald D., KUGLER Richard L. et LARRABEE Stephen, « NATO Enlargement : A Framework for Analysis », in Philip H. Gordon (dir.), *NATO'S Transformation: The Changing Shape of the Atlantic Alliance*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 1997, p. 104-106.

CARPENTER Ted Galen, *Beyond NATO: Staying Out of Europe's Wars*, Washington DC, The Cato Institute, 1994.

ESNAULT, Pierre, L'armée de terre française, 1978-2015. Bilan de 37 années d'opérations ininterrompues, Cahiers du RETEX, CDEF, 2015.

FEHRENBACH Theodore Reed, *This Kind of War. The Classic Korean War History*, (1^{re} éd., 1963 : *A Study in Unpreparedness*), Dulles, Brassey's, 1994.

FLANAGAN Stephen, *NATO's Conventional Defences. Options for the Central Region*, Londres, MacMillan, 1988.

HAGLUND David G., « Must NATO fail? Theories, Myths and Policy Dilemmas », in TRIFUNOVSKA Snezana (dir.), *The Transatlantic Alliance on the Eve of the New Millenium*, La Haye, Kluwer Law International, 1996, p. 25-42.

KAPLAN Lawrence S., *NATO Divided, NATO United. The Evolution of an Alliance*, Westport, Praeger, 2004.

LARSEN Jeffrey et LASCONJARIAS Guillaume (dir.), *NATO's Response to Hybrid Warfare*, Rome, Collège de Défense de l'OTAN, 2015.

LASCONJARIAS Guillaume, « NATO's Land Forces : Losing Ground », in SCHMITT Gary (dir.), *A Hard Look at Hard Power. Assessing the Defense Capabilities of Key U.S. Allies and Security Partners*, Carlisle, US Army War College, 2015, p. 231-256.

LINDLEY-FRENCH Julian, *The North-Atlantic Treaty Organization. The Enduring Alliance*, Abdingdon, Routledge, 2015 (2^{nde} édition).

LITRE Emile, *Dictionnaire de la Langue Française (1872-1877)*, Paris, Hachette, 1863.

LUNAK Petr, MASTNY Vojtech, ODOM William E., in LUNAK Petr et MASTNY Vojtech (dir.), *Parallel History Project on NATO and the Warsaw Pact. Taking Lyon on the Ninth Day? The 1964 Warsaw Pact Plan for a Nuclear War in Europe and Related Documents*, ETHZ – PHP Publications Series, Washington DC/Zurich, 2000.

PRADOS John, *La guerre du Viêt Nam, 1945-1975*, Paris, Perrin, 2011.

SCHELLING, Thomas C., *Arms and Influence*, New Haven, Yale University Press, 1966.

Articles de revues et publications spécialisées

- ABTS Jan, « NATO's Very High Readiness Joint Task Force. Can the VJTF give new élan to the NATO Response Force ? », *NDC Research Paper*, n°109, 2015.
- ADAMSKY Dmitry, « The 1983 Nuclear Crisis – Lessons for Deterrence Theory and Practice », *Journal of Strategic Studies*, vol. 36 n°1, 2013.
- ASMUS Ronald, CZMUR Stefan, DONNELLY Chris, RONIS Aivis, VALASEK Tomas et WITTMANN Klaus, « NATO, new allies and reassurance », *CER policy brief*, 2010.
- BLACKWILL Robert D., LEGRO Jeffrey W., « Constraining Ground Force Exercises of NATO and the Warsaw Pact », *International Security*, vol. 14, n°3, hiver 1989-1990, p. 68-98.
- BREEDLOVE Philip, cité par GRANGER Jesse, « Operation Atlantic Resolve, A Case Study in Effective Communication Strategy », *Military Review*, janvier-février 2015.
- BURR William (dir.), « U.S. Planning for War in Europe, 1963-64 », *National Security Archive Electronic Briefing Book*, n° 31, 24 mai 2000, consultable à l'adresse :
<http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB31/>.
- FEICKERT Andrew, « Army Drawdown and Restructuring: Background and Issues for Congress », *Congressional Research Service Report*, 28 février 2014.
- GARNIER Guillaume, « Les chasse-trapes de la remontée en puissance. Défis et écueils du redressement militaire », *Focus stratégique*, n°52, mai 2014, consultable à l'adresse :
<http://www.ifri.org/fr/publications/enotes/focus-strategique/chausse-trapes-de-remontee-puissance-defis-ecueils>.
- GRAMER Robbie, « Operation Dragoon Ride. The Promise – And Pitfalls – of the U.S. Strategy in the Baltics », *Foreign Affairs*, 13 mai 2015, consultable à l'adresse :
<https://www.foreignaffairs.com/articles/baltics/2015-05-13/operation-dragoon-ride>.
- GROS Philippe et VILBOUX Nicole, « La posture de défense des États-Unis en 2015 », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, juin 2015, consultable à l'adresse :
<http://www.defense.gouv.fr/content/download/403577/6094846/file/USA201506-N01-Sweb.comp.pdf>.
- HODGES Ben, « Ensuring That Land Forces Remain Decisive for NATO », *Army Magazine*, mai 2013.
- HOWARD Michael, « Reassurance and Deterrence: Western Defense in the 1980s », *Foreign Affairs*, vol. 61, n°2, 1982-1983, p. 309-324.
- ISBY David C. Isby, KAMPS JR. Charles, « Armies of NATO's Central Front », *Jane's*, 1985, p. 455-456.
- JENSEN Ron, « Wall Bangers », *National Guard*, Vol. 63, n°11, novembre 2009, p. 34-36.

- KNOFF Jeffrey W., « Varieties of Assurance », *Journal of Strategic Studies*, Vol. 35, n°3, 2012, p. 375-399.
- LASCONJARIAS Guillaume, LARSEN Jeff (dir.), « NATO's Response to Hybrid Threats », Rome, *Forum Paper*, n°24, décembre 2015.
- LASCONJARIAS Guillaume, « The NRF : from a Key Driver of Transformation to a Laboratory of the Connected Forces Initiative », *NDC Research Paper*, n° 88, janvier 2013.
- McLEARY Paul, « Meet the New Fulda Gap », *Foreign Affairs*, 29 septembre 2015.
- MINTHORN David, « Reforger '74 Maneuver Not Satisfying Strategist », *New Orleans Times-Picayune*, 31 octobre 1974, cité par LARSEN Dick, « REFORGER: More Than an Airlift », *Air University Review*, septembre-octobre 1975, consultable à l'adresse : <http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/aureview/1975/sep-oct/larsen.html>.
- MÖLLING Christian, « Europe without defense », *Stiftung Wissenschaft und Politik*, novembre 2011, consultable à l'adresse : <http://www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Publications/Detail/?id=135191&lng=en>.
- RUIZ-PALMER Diego, « 'Big Lift': Premier grand point transatlantique de la guerre froide », *Air Fan*, n°419, octobre 2013.
- RUIZ-PALMER Diego, « The NATO-Warsaw Pact competition in the 1970s and 1980s: a revolution in military affairs in the making or the end of a strategic age? », *Cold War History*, Vol. 14, n°4, 2004, p. 533-573.
- SIMMONS Katie, STOKES Bruce et POUSSHTER Jacob, « NATO Publics Blame Russia for Ukrainian Crisis, but Reluctant to Provide Military Aid », *Pew Research Center*, 10 juin 2015, consultable à l'adresse : <http://www.pewglobal.org/2015/06/10/nato-publics-blame-russia-for-ukrainian-crisis-but-reluctant-to-provide-military-aid>.
- SUTYAGIN Igor, « Russia's Overestimated Military Might », *RUSI Newsbrief*, vol. 34, n°2, mars 2014.
- TENENBAUM Elie, « Le piège de la guerre hybride », *Focus stratégique*, n°63, 2015.
- « Operation Atlantic Resolve, Fact Sheet », Atlantic Council, 2014, consultable à l'adresse : <http://www.atlanticcouncil.org/en/blogs/natosource/operation-atlantic-resolve-factsheet>.

Articles de presse

- DAHLBURG John-Thor, « AP Interview: US troops may be sent to Eastern Europe », *Associated Press*, 9 avril 2014, consultable à l'adresse : <http://news.yahoo.com/ap-interview-us-troops-may-sent-e-europe-173842332.html>.
- LAMOTHE Dan, « In show of force, the Army's Operation Dragoon Ride rolls through Europe », *The Washington Post*, 24 mars 2015, consultable à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2015/03/24/in-show-of-force-the-armys-operation-dragoon-ride-rolls-through-europe/>.

SCALRES Robert H., « How a massive threat to our Army may be coming from Washington », *Washington Post*, 31 juillet 2015.

« Russia bans imports of farm produce, raw foods from Ukraine », *TASS*, 2 janvier 2015, consultable à l'adresse : <http://tass.ru/en/economy/848186>.

Sites Internet

HOYT Timothy, « Striking Back on the Drone Debate : 3 Questions », *War on the Rocks*, 24 octobre 2013, consultable à l'adresse : <http://warontherocks.com/2013/10/striking-back-on-the-drone-debate-3-questions/>.

BARNO David et BENSANEL Nora, « U.S. Land Forces must Deter and Defend Abroad », *War On the Rocks*, 24 février 2015, consultable à l'adresse : <http://warontherocks.com/2015/02/u-s-land-forces-must-deter-and-defend-abroad/>.

DENI John R., « What NATO Needs to Do in the Wake of the Ukraine Crisis », *Defense One*, 22 juillet 2014, consultable à l'adresse : <http://www.defenseone.com/ideas/2014/07/what-nato-needs-do-wake-ukraine-crisis/89282/>.

GOURLEY Scott R., « Abrams Dieselization Project: Doing the Math », *Defense Media Network*, 7 novembre 2013, consultable à l'adresse : <http://www.defensemetwork.com/stories/abrams-dieselization-project-doing-the-math/>.

GALEOTTI Mark, « The 'Gerasimov Doctrine' and Russian Non-Linear War », *In Moscow's Shadows*, 6 juillet 2014, consultable à l'adresse : <https://inmoscowsshadows.wordpress.com/2014/07/06/the-gerasimov-doctrine-and-russian-non-linear-war/>.

Informations aux lecteurs

Si vous êtes intéressé (e) par d'autres publications de la collection, veuillez consulter la section « Focus Stratégique » sur le site Internet de l'Ifri :

www.ifri.org/

Les derniers numéros publiés de la collection « Focus stratégique » sont :

- Barbara Kunz, « [Sweden's NATO Workaround: Swedish security and defense policy against the backdrop of Russian revisionism](#) », *Focus stratégique*, n° 64, novembre 2015.
- Elie Tenenbaum, « [Le piège de la guerre hybride](#) », *Focus stratégique*, n° 63, octobre 2015.
- Julien Nocetti, « [Guerre de l'information : le web russe dans le conflit en Ukraine](#) », *Focus stratégique*, n° 62, septembre 2015.
- Corentin Brustlein, « [Maîtriser la puissance de feu : Un défi pour les forces terrestres](#) », *Focus stratégique*, n° 61, septembre 2015.
- Daniel Ventre, « [La cyberguerre des gangs aura-t-elle lieu ?](#) », *Focus stratégique*, n° 60, août 2015.
- Antoine d'Evry, « [L'opération Serval à l'épreuve du doute, vrais succès et fausses leçons](#) », *Focus stratégique*, n° 59, juillet 2015.
- Magnus Petersson et Andres Vosman, « [European defense planning and the Ukraine crisis. Two contrasting views](#) », *Focus stratégique*, n° 58, juin 2015.
- Marc Hecker, « [Web social et djihadisme : du diagnostic aux remèdes](#) », *Focus stratégique*, n° 57, juin 2015.
- Pavel Baev, « [Ukraine: A Test for Russian Military Reforms](#) », *Focus stratégique*, n° 56, mai 2015.
- Olivier Schmitt, « [L'union ou la force ? Les défis des opérations multinationales contemporaines](#) », *Focus stratégique*, n° 55, mars 2015.